

Nam

NOTRE
ARMÉE
DE
MILICE

IL NOSTRO ESERCITO DI MILIZIA

Mensuel indépendant
d'informations militaires

N° 05 - 06 | juin 2023

www.revue-nam.ch



Paraît 6 fois par année
50^e année - CHF 5.--

Le président de Nam n'est plus !

pages 20-21



Gardien de la Paix
Un Fribourgeois
au Proche-Orient 12



LUX 23
Avec la
div ter 1

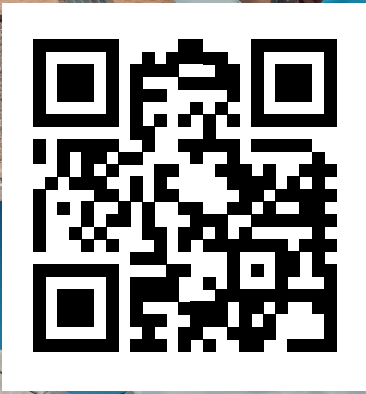
18



La pagina italiana
I sottufficiali,
spina dorsale 35



READY FOR A NEW CHALLENGE?



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Schweizer Armee
Armée suisse
Esercito svizzero
Swiss Armed Forces



www.peace-support.ch



Sommaire

Photo de première

Lors du 40^e anniversaire de la revue *Notre armée de milice* le 17 octobre 2014, un moment de convivialité avec le brigadier Denis Froidevaux, président de la Société Suisse des officiers.

Or donc...

Débats sans tabou pour cet été.

6

Mil@campus

Conférence à l'Université de Lausanne-Dorigny.

7

Chronique fédérale

Avec le Conseiller aux États Philippe Bauer.

8

FOAP

Blindés et artillerie.

10

FOAP

Infanterie.

11

KFOR

Heurts au nord du Kosovo.

13

Promotions, nominations

Officiers généraux promus.

16

La Poya

Fermeture de la caserne fribourgeoise.

24

ASCA

Assemblée des commandants d'arrondissement.

27

Le sous-officiers

Avec les sections de Sion, de Lausanne et Assemblée des délégués Suisse.

30

Nam

SUR INTERNET

www.revue-nam.ch

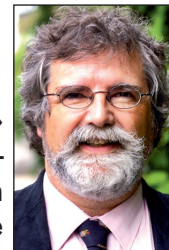
La reproduction partielle ou complète des articles est autorisée avec la mention: Extrait du mensuel «**Nam** - Notre armée de milice», Yverdon. (exemplaires justificatifs désirés.)

Tirage contrôlé FRP: 3521 exemplaires adressés personnellement.
Tirage imprimé: 4000 exemplaires avec la propagande.



Member of the
European Military
Press Association
(EMPA)

Un p'tit coin de parapluie



Un p'tit coin de paradis... Non ce n'est pas «Red Bull» qui donne des ailes à l'OTAN mais l'Ours noir du Kremlin! En juin, durant une dizaine de jours, l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) a mené, sous le commandement de l'armée de l'air allemande, le plus grand exercice de son histoire. Nom de code: Air Defender 2023. Vingt-deux pays membres, plus le Japon et la Suède en tant qu'alliés, y ont pris part; à savoir près de 220 avions de guerre et 10000 participants! Pas moins de 23 types d'avions différents y étaient engagés, dont l'avion phare de l'OTAN: le chasseur de 5^e génération F-35, de Lockheed Martin.

A eux seuls, les Etats-Unis sont venus avec une centaine d'avions de la Garde nationale aérienne et 2000 participants. Tout un symbole! Bien que l'armée US porte actuellement son attention en particulier sur l'Asie et la Chine, elle n'en délaisse pas pour autant sa présence en Europe. Le parapluie américain a encore de beaux jours devant lui!

On s'en réjouit car la guerre en Ukraine n'en finit pas et la menace prend de l'ampleur. L'installation de missiles nucléaires en Biélorussie constitue un signal clair de potentielle agression. Bien que planifié depuis 2019, le gigantesque rassemblement de forces aériennes d'Air Defender 2023 donne une réponse tout aussi claire: l'alliance atlantique est solide. Elle teste l'interopérabilité de ses forces et est prête à faire face.

A travers les pays de l'OTAN, le monde démocratique se prépare donc au pire, tout en espérant qu'il ne se produise pas. C'est dans ce contexte tendu que notre pays doit trouver son équilibre sécuritaire (lire l'entretien avec le Conseiller aux Etats Philippe Bauer, en Chronique fédérale). Si de par sa position géographique au cœur de l'Europe, il ne fait pas de doute que la Suisse est de fait assimilée aux forces de l'OTAN (eh, oui!), sur le papier c'est un peu différent. Son statut de pays neutre lui a été conféré en 1815 au congrès de Vienne et reconnu huit mois plus tard par les puissances européennes dans le Traité de Paris. Il lui garantit l'inviolabilité de son territoire. Et durant deux siècles, on peut dire qu'il l'aura bien protégée des aléas de l'histoire.

Reste que les temps changent. Sous la pression des événements, la Suisse est désormais toujours plus interconnectée au destin de l'Europe et sa neutralité perpétuelle devient chaque jour un peu plus casuelle. Notre pays n'est certes plus menacé directement par ses voisins mais - et c'est peut-être encore plus inquiétant - par les conflits entre superpuissances. Dans ce combat de géants pour le leadership du monde, il n'a pas d'influence; quant à l'Union européenne, elle attend de lui qu'il s'aligne et, sur le plan militaire, qu'il se positionne dans le sillage de l'OTAN. En deviendra-t-il membre un jour? L'avenir le dira.

La rencontre, ce printemps, entre la ministre de la défense Viola Amherd et le secrétaire général Jens Stoltenberg, ainsi que la participation suisse au Forum du partenariat de sécurité et de défense à Bruxelles, marquent en tous les cas la volonté d'ouverture du Conseil fédéral vers plus de collaboration avec l'alliance atlantique. Malgré les réticences internes très fortes qui surgissent dès qu'on touche à la neutralité, la Suisse a un intérêt prépondérant à participer le plus activement possible - et sous quelque forme que ce soit - à l'effort commun pour garantir la paix en Europe.

José Bessard

NEUTRE

La Suisse
à l'ère de
la guerre hybride

Jean-Jacques Langendorf,
Pierre Streit, Édouard Hediger,
Jean-Baptiste Bless,
Jérémy-David Benjamin,
Félicien Monnier, Olivier Klunge (éd.)

CRV 159

En reprenant en bloc les sanctions européennes contre la Russie, le Conseil fédéral a peut-être signé la fin de notre ancestrale neutralité. Ou n'a-t-il pas plutôt continué une politique mise en place au sortir de la Guerre froide ?

Dans une perspective à long terme, la neutralité sert d'abord l'unité de notre fragile et multiculturelle Confédération. À l'ère de la guerre hybride, des sociétés interconnectées et du retour de la politique de puissance, les sanctions économiques ne sont-elles pas fondamentalement un acte de guerre ?

La politique internationale est d'abord faite d'intérêts. Est-il dès lors pertinent de s'aligner sur un axe Washington-Bruxelles-Kiev au nom d'un prétendu « bloc de valeurs démocratiques » ? Cette coopération régionale néglige-t-elle les attentes que la Suisse a suscitées de par le monde ? Cet ouvrage adopte des points de vues historique, juridique, militaire et politique, y compris depuis une terrasse de Dakar.

La majorité des auteurs n'a pas connu la Guerre froide. Loin d'une nostalgie helvétique, ils réaffirment le sens et la pertinence de la neutralité de la Suisse dans un monde en ébullition.

Veillez m'envoyer :

___ exemplaire(s) de votre nouveau Cahier n°159, *Neutre. La Suisse à l'ère de la guerre hybride*, 160 p., 2023, au prix de CHF 22.– l'exemplaire (+3.– pour le port et l'emballage).

Je commande par la même occasion :

___ exemplaire(s) de votre Cahier n°151, *Servir pour être libres !*, ouvrage collectif, 2013, au prix de CHF 19.50 l'exemplaire (+3.– pour le port et l'emballage).

___ exemplaire(s) de votre Cahier n°154, *Pour une écologie politique nationale*, Territoire, institutions, histoire, Félicien Monnier, 2021, au prix de CHF 18.– l'exemplaire (+3.– pour le port et l'emballage).

Nom, prénom : _____

Adresse : _____

NPA : _____ Localité : _____

Date : _____ Signature : _____

Commander en ligne :

[www.ligue-vaudoise.ch/
cahiers/81](http://www.ligue-vaudoise.ch/cahiers/81)

En scannant
ce code QR



Ou en remplissant le bon de commande et à envoyer à :

Cahiers de la
Renaissance vaudoise
CP 6724
CH-1002 Lausanne



Nam +

IL NOSTRO ESERCITO DI MILIZIA

Magazine d'informations militaires
et Organe officiel des Associations et
sections de Suisse romande et du Tessin,
de l'Association suisse de sous-officiers

www.revue-nam.ch

Parution: 5 fois par an (4 numéros doubles)

Tirage contrôlé: 3521 exemplaires
Tirage imprimé: 4000 exemplaires

Administration-rédaction-publicité:

Revue Nam – Notre Armée de milice
Case postale, 1401 Yverdon-les-Bains
E-mail: info@revue-nam.ch ou redaction@revue-nam.ch
Tél. 024 426 09 39

Administrateur – Rédacteur en chef:

adj sof Jean-Hugues Schulé
E-mail: namjhs@bluemail.ch

Prix de vente

Prix du numéro: Fr. 5.–

Abonnement annuel: Fr. 47.– (y c. TVA 2,5%)

COORDONNÉES CCP

Association de la revue Notre armée de milice
Journal **Nam**, 1401 Yverdon-les-Bains
IBAN: CH38 0900 0000 1486 6108 0
BIC: POFICHBEXXX

N° TVA: CHE 108.221.284

PUBLICITÉ

Tarif d'insertion, couleurs comprises:

1/1 page	190 x 258	1 x Fr. 2'500.–
1/2 page	190 x 127	1 x Fr. 1'300.–
1/4 page	90 x 127	1 x Fr. 700.–
1/8 page	90 x 60	1 x Fr. 380.–
1/16 page	90 x 28	1 x Fr. 200.–

Publicité sous texte (réclame) + 25%
Emplacement prescrit + 20%

Rabais de répétition: 4 x 5% - 6 x 10%

Encarts: Offre sur demande

Impression:

PCL – Presses Centrales SA, 1020 Renens

Procédé d'impression: Format:
Offset, trame 80 lpcm, CTP 21 x 29,7 cm

Adressage et expédition:

PCL - Presses Centrales SA, 1020 Renens

Les parutions de la revue Nam

«Notre armée de milice»

Rédaction-administration:
Case postale, 1401 Yverdon-les-Bains

Parutions annuelles: 5 numéros doubles

N° 1/2, N° 3/4, N° 5/6, N° 7/8, N° 9/10

Parutions garanties selon l'actualité
et la matière rédactionnelle.

**Merci de communiquer
vos changements
d'adresse à:**

info@revue-nam.ch

ou par courrier

**La Poste ne nous indiquant
plus les changements d'adresses**

L'union fait la force !

C'est avec enthousiasme que nous avons appris que L'Association Suisse de sous-officiers (ASSO) avait adhéré à l'ASM, le samedi 6 mai 2023 lors de son assemblée générale tenue à Locarno-Magadino, sous la présidence d'un romand le sergent Christophe Croset. (lire en page 32) **Nam** a reçu le communiqué officiel de cette assemblée générale préparé par la responsable de la communication de l'ASSO, un grand merci.

Nous avons aussi lu avec intérêt le rapport annuel 2022 de l'ASSO. Sur les 25 pages du dit rapport il y a un chapitre réservé à la cellule commission ASSO et il est très étonnant de constater à sa lecture... - que l'ASSO dans son rapport ne mentionnait qu'un organe de presse: - «L'année 2022 a été la première année à partir, au plus tard d'avril, à revenir à la normale après une période difficile de pandémie. En l'absence de manifestations il faut reconnaître qu'il n'a pas toujours été facile, ces dernières années, de remplir nos deux pages dans le *Schweizer Soldat*. Mais nous y sommes parvenus... etc.» La collaboration avec le *Schweizer Soldat* se déroule vraiment bien...pour faire connaître les activités des sections. Dont acte!

Est-il nécessaire de rappeler aux organes dirigeants de l'ASSO que l'Association possède aussi un organe de presse de ce côté de la Sarine à savoir: *Notre armée de milice*, qui va célébrer en janvier 2024 son 50^e anniversaire et que l'Association suisse de sous-officiers, ainsi que la Société Suisse de officiers avec le *Schweizer Soldat* sont membres d'honneur de l'Association de la revue Notre armée de milice depuis le 30 mars 1984. Les diplômes avaient été remis aux Associations par M. le Conseiller fédéral Jean-Pascal Delamuraz, lors du 10^e anniversaire de la revue à Yverdon-les-Bains.

Nous concevons bien qu'aujourd'hui une partie de l'information même militaire se présente sur les réseaux sociaux. Mais utiliser et défendre la presse avec le support papier c'est aussi de permettre un «avenir» serein à celles et ceux qui œuvrent pour diffuser une information sérieuse et régulière. Pour ce qui est de **Nam** dans l'édition de février 2023 il y a des chroniques de l'ASSO-Vaud, Gruyère-Veveyse, et Genève et dans le numéro d'avril ont été publiés des textes de l'ASSO-Vaud, Fédération des vétérans, Reconvilier et de la section d'Yverdon et environs sans oublier un APPEL en page 28 indiquant les coor-

données de l'organe officiel des Associations de Suisse romande et du Tessin de l'ASSO. (Lire en page 30 la rubrique ASSO) Selon la liste des adresses au 31 décembre 2022 dressée par l'ASSO il y aurait 23 Associations et groupements pour le Tessin et la Romandie. Nos colonnes sont ouvertes et attendent avec plaisir vos communications et la présentation de vos activités. C'est aussi un moyen d'aider le recrutement de nouveaux membres pour vos sections et le journal. Merci.

A l'essai et en propagande!

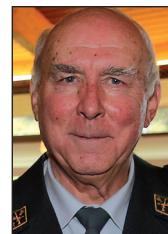
Comme chaque année nous avons le plaisir d'adresser le journal **Nam** – *Notre armée de milice*, en propagande aux nouveaux cadres de notre armée. **Nam** les félicite très sincèrement et espère qu'ils trouveront dans leurs nouvelles fonctions satisfaction et enthousiasme. Nous formons tous nos vœux de réussite aux nouveaux chefs! Après avoir examiné et lu ce magazine, nous espérons pouvoir vous compter un jour parmi nos fidèles lectrices et lecteurs. Pour 2023 l'abonnement est offert. (Si vous décidez de renoncer à **Nam**, ce que nous regretterions, il suffit de mettre la mention «REFUSE» sur l'un des prochains numéros que vous recevrez et de le glisser dans une boîte aux lettres de la poste sans frais pour vous.) Merci de votre soutien!

Nam est l'organe officiel des Associations et sections de Suisse romande et du Tessin de l'Association Suisse de sous-officiers - ASSO - depuis 1974, et propose des enquêtes, des reportages, des résumés de conférences, des billets d'humeur, des nouvelles des troupes et de diverses sociétés militaires. **Nam** est disponible bien entendu pour toutes les personnes intéressées à la défense nationale et son armée. (Bulletin d'inscription: en page 8)

Merci: **Nam** adresse un grand merci aux lectrices et lecteurs qui ont déjà payé leur abonnement 2023 souvent arrondi d'un généreux don, votre aide est précieuse. Cela contribue à toujours éditer **Nam** revue indépendante, qui accepte bien entendu avec reconnaissance de la publicité. Merci de votre compréhension et de votre aide.

- **Nam** sur www.revue-nam.ch - Renseignements et publicité, voire ci-contre. Bonne lecture et bel été.

Adj sof Jean-Hugues Schulé



Sous les flots, une réflexion...

Or donc voilà qu'en ce début du mois de juin, mon capteur d'informations est totalement submergé par les flots... Les eaux de la Dniepr surgissant du barrage ukrainien explosé de Kakhovka; les trombes d'eau et de grêle ravageant les paysages vacanciers de la Drôme à la Dordogne en passant par le Var ; les vagues d'arguments en faveur et contre la loi sur le climat – sur laquelle le peuple souverain se prononcera le 18 juin – souvent, malheureusement, exprimés sans aucun respect de l'opinion adverse. Sans oublier, bien sûr, les torrents de larmes valaisannes au lendemain d'une «relégation».

Mais la tête hors de l'eau, une lecture a retenu mon attention: celle de l'interview de Martin von Muralt, le nouveau délégué du Réseau national de sécurité à propos de «radicalisation» (*). Une lecture qui me pousse à partager ma réflexion avec les lecteurs et lectrices de **Nam**.

Un premier constat est une évidence: le rajeunissement de la radicalisation s'explique, très probablement, par la présence d'un smartphone dans les mains des plus petits aux plus grands. Des développements technologiques, comme par exemple aussi l'intelligence artificielle, que notre société a peiné à prévoir et, surtout, qu'elle peine aujourd'hui à contrôler, à réglementer voire à légiférer. Faisons donc avec... Mais, plus avant, cette brutalité de la simplification de l'analyse ne trouve pas sa contre-partie. Où est notre presse d'opinion? Quels regards croisés nous offrent nos radios et télévisions du service public?

Cela rappelé, force nous est de constater que les récentes années de pandémie n'ont guère amélioré un climat déjà fragile. Et l'opposition aux mesures de protection, aux recommandations de l'État s'est propagée aussi rapidement que le Covid-19 lui-même. Il est même fort à parier que cette fronde contre l'autorité ressurgisse si les pénuries énergétiques devaient limiter notre confort ou restreindre nos déplacements...

Alors, notre Suisse, paradis fiscal... non, pardon, je voulais écrire paradis de la démocratie directe, du consensus, de l'équilibre des langues, religions et régions, alors notre Suisse et son monde politique vont-ils échapper à tous ces dangers et éviter la radicalisation? Pas si sûr...

Car au cœur de ce petit monde qui nous gouverne – et que nous allons, au niveau fédéral, renouveler le 22 octobre prochain – les appels lancés ne vont guère dans la direction d'un apaisement. Lisez plutôt...

- Des élus du peuple, hommes et femmes, s'écharpent en public dans la continuité du mouvement #MeToo pour une phrase ou un geste «déplacé»...
- Au cœur du débat démocratique, d'autres élus ont rayé le mot «nuance» de leur vocabulaire, alors qu'ils, qu'elles évoquent, pêle-mêle, la protection du climat, l'environnement, les énergies fossiles, la neutralité, les femmes dans l'Armée, les quotas de listes électorales et j'en oublie...

• D'autres politiciens encore, en lieu et place d'essayer d'apprendre, et de faire comprendre, notre Histoire aux jeunes générations, s'amuse à inventer une nouvelle fête nationale, agendée au 12 septembre (12 septembre 1848, la Suisse devient un état fédéral)...

Alors, aux portes de l'été et dans la perspective des allocutions du Premier Août à venir, si tous nos orateurs et oratrices lançaient un appel à la nuance dans l'expression des opinions, à la tolérance dans le respect de

l'autre, autochtone ou immigré, à la compréhension de notre passé éclairant notre présent et notre futur, au dialogue constructif ne laissant aucune place aux passes d'armes...

Dans cet état d'esprit seulement, toutes les valeurs de notre pays, de notre Patrie, se laissent débattre. Sans tabou.



Jean-Luc Pillier

PS: Cette colonne a été rédigée le 7 juin 2023
(*) *La Liberté*, mercredi 7 juin 2023

Du 15 au 21 avril 2024

L'édition 2024 de la Patrouille des Glaciers sur les rails

La prochaine édition de la Patrouille des Glaciers (PdG) est sur les rails. La manifestation est prévue du 15 au 21 avril 2024. Elle est organisée par l'armée en collaboration pour la première fois avec la nouvelle Fondation de la Patrouille des Glaciers.

Les inscriptions seront ouvertes du 1^{er} au 30 septembre 2023, a annoncé le nouveau commandant de la PdG, le brigadier Christian Sieber, lors d'un point-presse à Sion. Les patrouilles pourront s'inscrire directement sur le site officiel de la PdG.

Les patrouilles militaires suisses et internationales ainsi que celles avec guide de montagne certifié seront prioritaires. En fonction du nombre d'inscriptions, un éventuel tirage au sort est prévu pour les patrouilles civiles. Comme tous les six ans, la PdG servira aussi de cadre aux championnats du monde de longue distance de la fédération internationale de ski-alpinisme. Les 25 patrouilles attendues pour cet événement constituent une catégorie à part, précise Philippe Rebord, président de la Fondation de la Patrouille des Glaciers (FoPdG) et ancien chef de l'armée suisse.

Sécurisation

Le nouveau partenariat entre l'armée suisse et la FoPdG est articulé par une convention qui court jusqu'en 2028. Il est «animé par une volonté de transparence et de confiance» pour assurer le succès de la course mythique, souligne Christian Sieber. Mais aussi par une volonté de stabilité, alors qu'en quatre éditions, elle a vu passer quatre commandants. Concrètement, l'armée se charge de toute l'organisation de la course, de la sécurité du parcours et des coureurs. Plus de 1600 militaires sont engagés et mobilisés durant la semaine de l'épreuve de ski alpinisme à laquelle environ 5000 patrouilleurs et patrouilleuses sont attendus.

Promotion

De son côté, la fondation doit gérer les fonds, les relations avec les sponsors et les sous-traitants. Elle chapeaute ainsi les diffé-



Le brigadier Christian Sieber, à gauche, nouveau commandant de la Patrouille des Glaciers, et Philippe Rebord, président de la Fondation de la Patrouille des Glaciers, ont présenté l'organisation de l'édition 2024 de la course mythique de ski alpinisme. ATS

rents mandats octroyés par exemple pour la gestion du matériel, des archives ou encore la coordination et la promotion du marketing de la course.

«Il faut compter entre 3500 et 4000 heures de travail pour organiser ce qui incombe à la fondation», indique son président Philippe Rebord. Parmi les mandataires, Valais Wallis Promotion, en contact permanent avec le commandant de la Patrouille des Glaciers, sera responsable par exemple de mettre en musique les prestations dans les villages de départ et d'arrivée de la course.

Relais

La fondation prend le relais de l'Association de soutien de gestion et de promotion de la Patrouille des Glaciers qui était dans la tourmente en raison d'accusations récurrentes liées à la gestion financière du comité directeur et à son manque de transparence. L'édition 2022 avait été organisée par l'armée, épaulée par l'État du Valais. Pour les prochaines éditions, celui-ci n'est plus impliqué dans la partie opérationnelle de l'organisation de la course. zd, ats

Officiers étudiants

Les guerres ont des limites

Lors d'un conflit, quand bien même la cruauté et la férocité prédominent, le combattant doit montrer son humanité. Certes, le soldat doit se préparer pour se battre; mais, la mise à mort d'un adversaire demeure grandement condamnable.



Le plé Vincent Masson; M. Sébastien Lê-Agopyan; le Lt Quentin Monnerat; M. Baptiste de Christen; l'app Emmanuel-Henry Mayama; M. Julien Kundert.

Délégué du Comité international de la Croix-Rouge, le col Donatien Nkurunziza invoque des arguments juridiques. «Les règles existantes du droit international humanitaire sont adaptées pour préserver un minimum de dignité lors de luttes armées. Quels que soient les enjeux, la protection doit rester au cœur de nos préoccupations».

Jeunesse militaire et studieuse

Mardi 13 décembre 2022, dans l'enceinte de l'Université de Lausanne-Dorigny, des étudiants invitaient le col Nkurunziza. La rencontre était fixée à l'intérieur d'un auditoire du bâtiment «Internef». Les organisateurs appartenaient au mouvement dénommé mil@campus. Signalons la raison d'être de cette association; en substance, nous découvrons ceci: «la société des officiers et militaires du site universitaire de Lausanne regroupe des étudiants inscrits à l'UNIL et à l'EPFL. Les quelque 150 membres sont intéressés par l'armée; ils l'ont intégrée, ou non».

Le président de mil@campus se nomme Marc Abetel. En date du 1er avril 2023, cet officier subalterne a obtenu un grade de premier-lieutenant. A Dorigny, ce chef étudie les géosciences.



Le col Donatien Nkurunziza.

Le 13 décembre 2022, des participants à la soirée montraient leur appartenance à la Société de Zofingue. Ils portaient la casquette et le ruban caractéristiques (rappelons que la fondation de cette institution étudiante remonte à 1819; un jour de l'hiver 1893, le général Henri Guisan fut intronisé; et, jusqu'en 1968, les jeunes gens en question se donnaient rendez-vous sur la Place de Saint-François, à Lausanne).

Prévenir la souffrance

Prenant la parole, le col Donatien Nkurunziza présentait quelques missions imparties au CICR: protéger la vie des victimes de conflits armés ou d'autres situations de violence; porter assistance; prévenir la souffrance par la promotion et le renforcement



Le cap Michel Tabler.

Le Lt Benjamin Dumas.



Le plé Marc Abetel; le Lt Damien Moriggi; le Lt James Crot.

du droit et des principes humanitaires universels.

«Depuis 1990», ajoutait le conférencier, «le CICR a obtenu un statut d'observateur aux Nations Unies». En conséquence, lors de conflagrations, l'organisation dirige et coordonne des activités appropriées. Les intervenants ne parlent pas de politique; ils n'offrent pas des services d'investigations ou de renseignements; sans s'appuyer sur des escortes armées, les membres du CICR proposent d'entamer des dialogues avec toutes les parties prenantes (forces étatiques, police, groupes pro-gouvernementaux ou d'opposition, factions communautaires, bandes territoriales, entreprises de sécurité privées).

Le col Donatien Nkurunziza mettait en exergue le droit international humanitaire. Le conférencier le décrivait, en donnant quelques exemples d'applications: d'origine conventionnelle, ou coutumière, une règle restreint le choix des parties au conflit d'utiliser les méthodes et moyens de guerre; une disposition légale protège les personnes et les bien affectés (ou pouvant être affectés), par un conflit. P.R.

Corées

Berne ne spécule pas sur un retrait d'officiers suédois à ses côtés

La conseillère fédérale Viola Amherd ne spécule pas sur un retrait de la Suède, si elle rejoint l'OTAN, de la force avec la Suisse qui surveille l'armistice entre les Corées. Elle se rendra en juillet sur place auprès des officiers suisses pour les 70 ans de celle-ci.

La conseillère fédérale Viola Amherd affirme que les discussions qu'elle a eues ne laisse pas penser à un retrait des officiers suédois aux côtés de leurs homologues suisses dans la commission qui surveille l'armistice entre les deux Corées.

«Il est prévu que j'y aille», a dit la vice-présidente de la Confédération à Keystone-ATS. Elle devrait alors visiter la zone démilitarisée où les soldats suisses sont présents avec les Suédois.

Avec cinq officiers, le détachement suisse au sein de la Commission de supervision des

nations neutres en Corée (CSNN) constitue la plus ancienne participation de l'armée à une mission à l'étranger. Mais selon des observateurs, la structure de ce dispositif commun avec la Suède serait dans l'incertitude si la Turquie levait dans les prochains mois ses objections à une entrée de ce pays dans l'OTAN. «C'est de la spéculation», affirme la conseillère fédérale. «J'ai discuté avec de nombreux interlocuteurs et pour le moment, aucune indication ne laisse penser que la Suède pourrait partir», dit-elle. sn, ats

Philippe Bauer

«L'engagement politique est une question de convictions !»

L'ombre de la guerre en Ukraine plane sur la Coupole fédérale et l'installation de missiles nucléaires en Biélorussie, aux portes de l'Europe, ne laisse aucun doute sur la vision conflictuelle du maître du Kremlin. Dans ce contexte sous haute tension, quelle devrait être la place de la Suisse? Quid de la neutralité? Quid de la politique de sécurité? Réflexions en marge de la session d'été, avec le capitaine et Conseiller aux États libéral neuchâtelais Philippe Bauer.

Élections fédérales d'automne obligent, autant dire que le Parlement foisonne d'interventions de tous bords ! Au point que certains voudraient en limiter le nombre, voire imposer des horaires stakhanovistes. La marmite pré-électorale bout, c'est de saison. Mais l'essentiel n'est pas là: la crise du coronavirus étant passée en arrière-plan (à part la question des fuites), la menace internationale occupe à nouveau tous les esprits.

«Pour moi, la guerre en Ukraine est horrible parce que 70 ans plus tard, on se retrouve confronté à une guerre d'agression en Europe. On a tous eu l'espoir qu'en 1945 c'était terminé, réglé», soupire Philippe Bauer. «Certes, il y a eu la Hongrie, la Tchécoslovaquie, mais c'était à un autre niveau que cette guerre d'agression, qui soulève de nombreuses interrogations sur les missions de l'armée suisse et les moyens dont elle a besoin pour les remplir. Ca interpelle.»

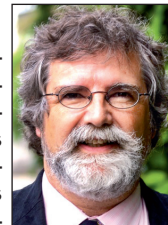
Très en retard

En termes d'investissements militaires, la Suisse a longtemps été la lanterne rouge de l'Europe. En 2021, cela représentait par



Monsieur le Conseiller aux États Philippe Bauer

exemple 0,7% du produit intérieur brut (PIB), alors que l'OTAN conseillait à ses membres au moins 1,5% voire 2%. «On était très en retard», reconnaît Philippe Bauer; «c'est toute la problématique des dépenses liées». Par dépenses liées, on entend toutes les dépenses dépendant d'affectations décidées par le Conseil fédéral et le Parlement, tels que le fonds d'infrastructures ferroviaires,



le fonds routier ou la prévoyance vieillesse. Intouchables et en constante progression! En revanche, dans les domaines de la Confédération où les dépenses sont faiblement liées (agriculture, armée, formation), les coupes budgétaires sont largement possibles et le Parlement ne s'en prive pas!

«Effectivement, quand je pense à mon armée, celle de 1961, quand je vois le nombre de soldats, d'avions, de chars, d'équipements modernes à l'époque, je reste songeur... Après on s'est gentiment endormi, on n'a pas tout remplacé, on a inventé d'autres missions», regrette ce capitaine aux 1100 jours de service. «Aujourd'hui, on réalise que l'une des missions de l'armée – qui est peut-être la moins probable mais aussi la plus dangereuse – c'est la guerre. Et quand on fait la guerre, c'est pour gagner. Cela nécessite d'être équipé et instruit, d'avoir des soldats et des cadres prêts au combat.»

«Quand j'ai liquidé la compagnie de grenadiers 8, en 2003, je leur ai dit: j'ai une seule immense satisfaction, c'est qu'on n'a jamais dû se battre! On l'aurait fait, on n'a pas dû. Mais ce qui se passe en Ukraine montre que cette éventualité n'est peut-être pas si éloignée. La menace existe encore.»

Léopards en liberté

La Suisse s'est associée aux sanctions décidées par l'Union européenne. En revanche elle bloque la réexportation du matériel militaire, munitions et chars de combat en tête. Reste que la guerre persiste et la situation évolue. Sous la pression des événements, le Conseil fédéral vient d'ouvrir la cage des léopards et se dit prêt à livrer 25 chars à l'Allemagne; l'Allemagne qui pourra combler son arsenal ou les livrer à d'autres pays membres de l'OTAN.

Nam: un lien avec l'armée

Après l'école de recrues et les cours de répétition, le contact est perdu avec l'armée!

Que se passe-t-il dans notre armée?

CRÉDITS - MATÉRIEL - MUTATIONS - COURS FORMATION - ARMEMENT - ACTIVITÉS HORS-SERVICE

Pour le savoir, Notre armée de milice (tirage imprimé 4000 exemplaires) vous offre des enquêtes, des reportages originaux en Suisse et à l'étranger, des résumés de conférences, une chronique fédérale, un éditorial, des billets d'humour, la vie des sections de l'ASSO, les pages tessinoises, des photos, soit le reflet complet de notre armée de milice avec des nouvelles de la troupe et de diverses sociétés militaires. Le tout abondamment illustré.

Qui reçoit «Notre armée de milice»?

Les cadres de l'armée, les soldats et tous citoyens et citoyennes qui s'intéressent à la défense nationale et à l'évolution de notre armée. Un rendez-vous mensuel avec l'actualité militaire, grâce à Notre armée de milice qui ne coûte que CHF 47.- par année (TVA comprise).

Nam

NOTRE
ARMÉE
DE
MILICE

IL NOSTRO ESERCITO DI MILIZIA

2023 = 50^e année
Formulaire disponible
également sur
www.revue-nam.ch

Le magazine militaire en langue française le plus diffusé en Suisse

Illustré, actuel, dynamique, indépendant, jeune

Le magazine des miliciens romands et tessinois

- Je désire recevoir Notre armée de milice et souscris un abonnement annuel de CHF 47.- (TVA comprise)
- Veuillez me faire parvenir gratuitement un exemplaire de Notre armée de milice
- Veuillez me faire parvenir de la documentation concernant la publicité dans Notre armée de milice (tarifs, grandeurs, dates de parutions)
- Marquer d'une croix

Nom _____ Prénom _____

Rue _____ NPA/Localité _____

Date _____ Signature _____

A retourner à: Revue «Notre armée de milice», case postale, 1401 Yverdon-les-Bains

Ce premier pas sera-t-il suivi d'autres? Cette session, le Conseil national vient de refuser une initiative parlementaire qui aurait permis la réexportation de matériel de guerre produit en Suisse vers l'Ukraine (Lex Ukraine). Le Conseil des États en a pour sa part accepté une autre qui lève l'interdiction de réexportation après 5 ans. Rien n'est joué pour autant et le sujet est loin d'être clos. D'autres interventions visant à assouplir la Loi fédérale sur le matériel de guerre (LFMG) seront débattues ultérieurement.

«Personnellement, en matière d'exportation de matériel de guerre, je fais trois paquets différents», explique Philippe Bauer. Le premier concerne le matériel qu'on a vendu par le passé à l'Allemagne ou d'autres pays. Cela ne me pose aucun problème que ces pays le vendent ou le donnent à l'Ukraine.»

«Le deuxième paquet, c'est le matériel militaire dont on dispose chez nous, comme les Léopards 2. Ils sont à nous. Alors est-ce qu'on en a encore besoin ou peut encore en avoir besoin? Si tel n'est pas le cas, si les 25 chars Léopards dont on parle actuellement n'ont pas leur place dans un organigramme militaire de l'armée, qu'on les donne ou les revende à l'Allemagne, ça ne me pose également pas de problème.»

«Enfin le troisième paquet concerne le rôle de notre industrie. Est-ce qu'on veut que notre

industrie produise pour des pays en guerre? C'est le point clé et c'est là que les questions doivent se poser. Pour les deux premières catégories, je crois qu'on y répond assez vite.»

OTAN en emporte le vent

Nouveaux temps, nouvelles mœurs. Le vent du changement géostratégique souffle sur l'Europe et le Parlement n'échappera pas à un débat de fond sur la neutralité. Ce sera un débat hautement politique, parce qu'à part la Convention de La Haye sur la neutralité (1907), les fondements juridiques en la

matière s'avèrent plutôt minces.

Et le capitaine fait place à l'avocat, membre de la sous-commission des Affaires étrangères et de la défense (DFAE/DDPS): «Je suis très attaché à la souveraineté. Si la neutralité empêche une adhésion pure et simple à l'OTAN, ça me convient tout à fait. Par contre, elle ne doit pas nous empêcher d'être OTAN-compatible. Le jour où la nécessité s'en fera sentir, on devra pouvoir être intégré rapidement.» Intégré? Associé? Membre à part entière? «La question se posera à ce moment-là.»

José Bessard

Le goût des lettres et de la politique

Parmi les nombreuses fonctions qu'il exerce au Parlement, Philippe Bauer préside en particulier la Commission de rédaction pour la langue française. Il est également délégué à l'Assemblée parlementaire de la Francophonie. Alors d'où vient son goût pour le verbe et la rhétorique? «Je suis issu d'une famille cultivée et lettrée. Mon père était juge et a fait du théâtre. Mon grand-père a été recteur de l'Université de Neuchâtel.» «La langue, c'est important. Tout comme il est important que les lois soient bien écrites et compréhensibles.»

Marié, père de trois enfants, ce ténor du parti libéral-radical (PLR) est entré assez tard

en politique mais tambour battant. Membre du Grand Conseil du canton de Neuchâtel dès 2001, il en assume la présidence de 2013 à 2014. En 2019, il est élu au Conseil des États et, cet automne, se représente pour la prochaine législature. Même si les enjeux politiques ne sont jamais gagnés d'avance, il se montre confiant. «Le PLR fait beaucoup pour le canton et les élections d'octobre se présentent plutôt bien», observe-t-il. «En politique, comme dans tout, c'est une question de convictions. L'engagement militaire, ce sont des convictions pour son pays, l'engagement politique aussi. Et l'on doit rester fidèles à ses convictions!»

jb

Problèmes d'effectifs

Non du National à une fusion rapide entre la PC et le service civil

La Protection civile (PC) et le service civil ne devraient pas être regroupés dans l'immédiat dans une seule unité organisationnelle. Le Conseil national a rejeté par 96 voix contre 83 une motion de sa commission demandant au Conseil fédéral d'agir rapidement.



La PC fait face à des problèmes d'effectifs. En 2021, elle comptait 68'000 membres, alors que l'objectif fixé il y a une dizaine d'années était de 72 000. Si ce nombre n'augmente pas, il faut s'attendre à ce que l'effectif réel passe à environ 51 000 d'ici à 2030.

Le temps presse, a déclaré Mauro Tuena (UDC/ZH) au nom de la commission. Ce d'autant plus que la fréquence et l'intensité des menaces telles que les catastrophes cli-

matiques, les pandémies, les cyberattaques, les pannes d'électricité s'accroissent.

Les opposants à cette fusion refusaient quant à eux qu'on mette «la charrue avant les boeufs», selon le mot de Fabien Fivaz (PS/NE). Un regroupement du service civil et de la PC est une entreprise complexe qui aurait d'importantes répercussions, notamment pour les cantons, a plaidé le Neuchâtelais.

ro, ats

Des réserves

Pour quelques mois

Actuellement, en cas de pénurie grave, les réserves obligatoires peuvent couvrir l'approvisionnement de la Suisse pendant trois à quatre mois. Le Conseil fédéral veut les augmenter pour assurer une autonomie de 12 mois. Berne entend ainsi revenir à la pratique qui avait cours durant la guerre froide. Il a ouvert une procédure de consultation, qui court jusqu'au 11 août 2023. Les réserves obligatoires de céréales doivent être augmentées de près de 50%, et celles d'huile et de graisses comestibles d'environ 25%. Parallèlement, il est prévu de réduire les réserves obligatoires protéagineux destinés à l'alimentation des animaux.

La bonne combine

A l'état civil

D'après le journal Le Matin Dimanche du 11 juin 2023, un homme de 23 ans a trouvé une astuce simple pour échapper à l'armée. Comme il est plus facile de changer de sexe à l'état civil depuis le 1er janvier 2022, il a choisi de se faire inscrire comme une femme. Une décision prise par plaisanterie et pour protester contre la nouvelle loi. Pour ce faire il a déboursé CHF 75.- et le changement a été effectué dans les registres en moins de deux minutes. Seul hic, il a dû passer devant un psy pour se faire déclarer inapte.

Blindés et artillerie Sur fond de guerre en Ukraine

A l'est de l'Europe, un conflit s'enlise. Ce drame motive tous les militaires; ils cherchent à en retirer des enseignements.



Le br Yves Gächter et le BrGen Björn F. Schulz.



Mme Larissa Forster.

Commandant la FOAP bl art, le br Yves Gächter avait invité un homologue, le BrGen allemand Björn F. Schulz. Depuis le 18 février 2022, dans son pays, le second nommé dirige une école de chars (il est, plus précisément, «Kommandeur der Panzertruppenschule in Münster»).

Un grand exercice... à la façon de 1989

Le jeudi 6 décembre 2022, à Bière, le br Yves Gächter conviait ses subordonnés, des officiers et des sous-officiers supérieurs. Le cdt de la FOAP bl art remerciait l'ensemble des collaborateurs. Dès le 1^{er} avril 2022, le br Gächter a mené ladite unité; titulaire d'un diplôme d'officier de carrière (décerné par l'Académie militaire de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich, en 2000), l'intéressé a pris notamment la tête de l'Ecole de chars 21 (à partir du 1^{er} juin 2013, jusqu'en 2015). Le br Gächter avait l'occasion de parler de son prédécesseur, à la tête de la FOAP bl art, le br Gregor Metzler. Celui-ci reprenait, en 2022, la direction de la Brigade mécanisée 11. Entre le 22 et le 29 novembre de la même année, cette troupe était particulière-

ment impliquée dans l'exercice «PILUM 22». Un rédacteur de l'Administration militaire donne quelques explications. «La planification de PILUM 22 a duré deux ans. Les dernières manœuvres comparables datent de 1989. Avec l'engagement de la Br mec 11, on a pu vérifier l'interaction de ses différentes composantes, en passant par la conduite, la coordination de tous les éléments sur le terrain, les éclaireurs, les chars de combat, la logistique. Quelque 5000 militaires ont occupé un secteur compris entre les cantons de Berne, Soleure, Argovie, Lucerne et Zurich. Pour l'ensemble des formations, afin de contrer des groupes armés, l'exercice PILUM 22 a suscité l'emploi de procédures standard».

Le br Yves Gächter congratulait plusieurs autres officiers, dont le maj Bruce Mischler. Incorporé au Contingent 45, une troupe qui opère au Kosovo, le maj Mischler eut l'occasion de travailler avec le maj gen Ferenc Kajari. Le 15 octobre 2021, ce chef hongrois prit la direction de la KFOR (Kosovo Force). Rappelons que la force armée multinationale en question est mise en œuvre par l'OTAN; de plus, la KFOR agit sur mandat du Conseil



L'adj sof David Schmidt et le plt Natacha Schöpfer.



L'adj sof Stefan Studer et le lt Eric Sterchi.



L'adj EM Marie-Laure Mori et l'adj EM Jessy Grenacher.

de sécurité des Nations unies. Les soldats concernés «assurent un environnement sûr, sécurisé, et garantissent la paix».

Des chars allemands

A Bière, des conférenciers reprenaient le sujet qui focalise l'intérêt de tous: la guerre en Ukraine. Une universitaire zurichoise, Mme Larissa Forster affirmait que cette conflagration génère des effets en Suisse, sur la politique de sécurité. Précédemment, Mme Forster a rédigé des travaux portant sur la stratégie menée par les Américains; l'oratrice faisait des parallèles.

Pour sa part, le BrGen Björn F. Schulz présentait à l'auditoire quelques réflexions d'un militaire de carrière. L'officier allemand parlait encore des chars originaires de son pays; certains sont utilisés par l'armée ukrainienne. Nous donnons deux exemples.

Le 25 octobre 1979, le premier char Leopard 2 était mis en service. Jusqu'à aujourd'hui, les dirigeants de 18 pays (dont la Suisse) ont acquis 3200 exemplaires de cet engin. Au cours de l'année 2023, celui-ci continue, semble-t-il, à donner pleinement satisfaction. Le 25 janvier, les autorités allemandes promettaient aux forces ukrainiennes l'envoi de 14 Leopard 2, puis, dès le mois d'avril, une livraison de 36 autres.

Également de construction germanique, le PanzerHaubitze 2000 (PzH 2000) équipe aussi l'armée ukrainienne (dès le mois de mai 2022, 7 unités étaient acheminées, suivies de 100 autres en juillet).

Le militaire allemand galvanisait ses collègues suisses. «La tactique, la maîtrise des armes et des systèmes d'armes constituent des éléments qui amènent le succès. Quand les soldats sont prêts, humainement et techniquement, aucun adversaire ne pourra facilement les battre».

P.R.



Mme Larissa Forster et le col EMG Martin Munz.



Le br Peter Baumgartner et le br Peter Bruns. Le directeur de la fanfare, le sgt Enea Werlen.



Le br Marco Schmidlin et le br Gregor Metzler.



Le col EMG Rolf Gerster.



Le col EMG Hans Jörg Diener.

Infanterie

Ce n'est pas encore fini

A l'occasion d'un rapport annuel, venus de pays différents, des militaires faisaient le même constat. Les guerres reviennent toujours, et les hommes peinent à retirer des leçons du passé.



Le br Peter Baumgartner et la présidente de la commune de Suhr, Mme Carmen Suter-Frey. Le col EMG Christoph Roduner, promu au grade de brigadier au 1^{er} juillet 2023.

Bien évidemment, nous parlons du conflit en Ukraine. Mais, en son temps, l'écrivain autrichien Karl Kraus (1874-1936) laissait déjà des propos désabusés. Chez son adversaire, l'individu reconnaît, voire souhaite le mal; plus tard, avec surprise, chacun découvre qu'il ne vaut pas mieux que son vis-à-vis. Et, au long de l'histoire, de telles scènes se perpétuent. Le titre de cet article a été emprunté à Karl Kraus.

1,4% de femmes

Jeudi 8 décembre 2022, incorporés à la FOAP inf, des officiers et des sous-officiers supérieurs se réunissaient. Le br Peter Baumgartner commande ladite unité. La rencontre était fixée à Suhr (canton d'Argovie). Le chef de la FOAP inf pria l'assistance de se lever. On honora la mémoire de six disparus. Par ordre chronologique de leurs départs, citons le col EMG Pier Augusto Albrici (1. 11. 1936 - 19. 02. 2022): il fut officier instructeur d'infanterie et historien militaire; l'adj sof Werner Strassmann (10. 10. 1935 - 2. 3. 2022): durant 32 ans, l'inté-

ressé enseigna la musique aux soldats. Un livre lui a été consacré. Ce texte est intitulé: «Ein Leben für die Musik, en Adjudant und Gentleman» (auteur, Kurt Nobs, date de parution, 2018); le lt col Valentin Lathion (23. 08. 1980 - 10. 06. 2022): cet officier de carrière fut, par exemple, chef logistique de la Patrouille des Glaciers (2022); le br Paul Meyer (27. 02. 1937 - 26. 09. 2022): il dirigea l'Ecole d'état-major général (1991-1994); le div Hugo Christen (23. 11. 1944 - 4. 10. 2022): après l'adoption de la réforme Armée XXI, le div Christen devant le premier commandant de la Rég ter 3; le col EMG Raymond Brunner (24. 7. 1957 - 13. 10. 2022): cadre professionnel, le col EMG Brunner travailla, notamment, à Payerne. Avec la FOAP inf, les astreints au service militaire reçoivent des instructions très variées. Le br Baumgartner se réjouissait de l'engagement de la jeunesse. Au cours de l'année 2022, rappelait le cdt, 3736 soldats, 769 sergents, 82 sous-officiers supérieurs, 203 lieutenants, 28 premiers-lieutenants avaient été promus. La proportion des

femmes se montait à 1,4%. Les fantassins peuvent encore appuyer les autorités civiles. Nous donnons cet exemple particulier. Le 29 août 2022, à Bâle, 700 hommes de la FOAP inf collaboraient à la sécurité d'un Congrès sioniste. Les participants à la manifestation rappelaient l'action prépondérante de l'écrivain hongrois Theodor Herzl (1860-1904). 125 ans auparavant, dans la même ville, Herzl jetait les bases de l'Organisation sioniste mondiale (août 1897).

Un satiriste

A Suhr, on rencontrait deux officiers autrichiens. Le col EMG Markus Reisner commande le Bataillon de la Garde. Cette unité est stationnée à Vienne. D'autre part, l'intéressé a soutenu une thèse en histoire militaire. Quant à lui, en sa qualité d'attaché de défense, le gal br Franz Berndorfer travaille en Suisse. Prenant la parole, le col EMG Reisner présentait les différents épisodes du conflit ukrainien (depuis l'éclatement, le 24 février, jusqu'au 288^e jour). L'orateur concluait sa conférence, en citant l'écrivain Karl Kraus. Le rédacteur du Dictionnaire Robert rappelle ces quelques faits: «Kraus rédigea un drame contre la guerre, "Les derniers jours de l'humanité" (1914), et plus tard, un violent réquisitoire contre le national-socialisme, "La Troisième Nuit de Walpurgis" (posthume, 1952). Cet auteur fut un polémiste au style tranchant, dont la satire était redoutée». De tels propos, semble-t-il, demeurent actuels. Relevons enfin la présence de M. Jean-Marc Rickli. Travaillant à Genève, dans le cadre du Geneva Centre for Security Policy (Centre de politique de sécurité, Maison de la paix), M. Rickli analyse «les risques mondiaux et émergents». A Suhr, M. Rickli entretenait son auditoire sur «les technologies du futur et leurs effets sur les forces armées». Le conférencier évoquait l'espionnage, les manipulations, l'intelligence artificielle, la robotique, les évolutions en tous genres. Jean-Marc Rickli avançait l'argument suivant: «face à des innovations à croissance exponentielle, adopter des approches prospectives dans la planification militaire devient une nécessité». P.R.



Le lt col EMG Marc Bonjour et le maj Thierry Giugni.



L'adj maj Kilian Prumatt.



Le br Marco Schmidlin et le col Dominik Knill.



Le lt col Alexis de Courten, le br Peter Candidus Stocker.



Le pl Myriam Ait, le lt Emma Grandjean, le sgtm chef Alexandra Jacquemoud.



Le col EMG Marco Bezzola, le col EMG Michel Pierre Marmy, le col EMG Samuel Crettol.



Le maj Julien Sauvain et M. Jean-Marc Rickli.

Gardien de la paix

Le Fribourgeois qui veille sur les cessez-le-feu au Proche-Orient

Jamais avant lui un Suisse n'avait dirigé une mission de maintien de la paix de l'ONU. Le Fribourgeois Patrick Gauchat pilote depuis fin 2021 le dispositif d'observation de deux cessez-le-feu au Proche-Orient. Il reste convaincu de l'utilité de celui-ci.



Le divisionnaire Patrick Gauchat est convaincu que l'Organisme de l'ONU de surveillance de la trêve au Proche-Orient (ONUST) reste utile pour empêcher une détérioration de la situation dans la région. ats

M. Gauchat n'en est pas à sa première expérience dans le maintien de la paix. Du Proche-Orient déjà à la zone démilitarisée entre les deux Corées en passant par le Kosovo, il a éprouvé ce type de missions depuis une vingtaine d'années.

Le divisionnaire aime surtout se confronter aux différentes cultures et approches dans les pays où il œuvre. «Il y a des sacrifices familiaux et sociaux. Mais on reçoit aussi beaucoup, c'est très enrichissant», affirme-t-il dans un entretien à Keystone-ATS à l'ONU à New York, où il est de passage pour les 75 ans des opérations onusiennes de maintien de la paix. Et dans son poste actuel, il rencontre des dirigeants politiques et estime pouvoir «faire avancer les choses petit à petit».

Age de 75 ans, l'Organisme des Nations unies chargé de la surveillance de la trêve

au Proche-Orient (ONUST) est le premier dispositif que le Conseil de sécurité a mandaté en 1948. Avec comme objectif d'observer l'application de quatre cessez-le-feu entre Israël et ses voisins arabes.

Des décennies plus tard, certains remettent en cause la pertinence de maintenir de tels dispositifs, alors que les conflits opposent désormais surtout des acteurs non internationaux. «On peut voir le verre à moitié plein ou à moitié vide», affirme le divisionnaire Gauchat.

Utile pour les parties

Parmi les quatre cessez-le-feu, «deux ont donné lieu à des accords de paix». «Les deux autres ont changé au fil des décennies, avec des lignes qui se sont déplacées et une modernisation de la gestion des cessez-le-feu pour éviter une reprise des conflits», ajoute M. Gauchat.

Au Golan entre Israël et la Syrie par exemple, les observateurs vérifient au quotidien le déploiement de matériel et de personnel militaires dans des périmètres de 10, 20 et 25 km autour de la ligne de démarcation. Si une des parties montrait une volonté de relancer une offensive par des augmentations progressives de ses capacités, ces investigations laisseraient «quelques jours ou quelques semaines» à l'ONU pour convoquer celles-ci et empêcher une détérioration.

Sans l'ONUST, des provocations ou des actes inconsidérés qui ne seraient pas identifiés pourraient plus rapidement aboutir à des problèmes, dit le divisionnaire. La mission est utile selon les parties elles-mêmes, ajoute-t-il.

Preuve en est au Golan, les Israéliens et les Syriens «nous demandent d'avoir une présence plus importante». L'ONUST va rétablir cette année le dernier poste d'observation détruit pendant la guerre civile syrienne, revenant à la situation d'il y a plus de dix ans.

Chaque année, des centaines d'incidents sont observés sur chacune des lignes de cessez-le-feu que la mission surveille dans la région. «Parfois, un berger franchit la démarcation et cela doit être réglé», glisse le Fribourgeois. Pour éviter toute menace d'instrumentalisation par un Etat tiers, chaque manœuvre d'observation est menée par deux officiers de pays différents.

Facilitateur entre les armées

La question palestinienne ne fait pas partie du mandat de l'ONUST. Mais les heurts entre Israéliens et Palestiniens ont une répercussion aux lignes de cessez-le-feu dans la région. Notamment depuis avril et les émeutes sur l'esplanade des Mosquées à Jérusalem.

«Il y a eu des regains de tension» avec des tirs depuis le Liban et la Syrie. M. Gauchat a aussi été approché pour passer des messages aux niveaux tactique et opérationnel entre Israéliens et Syriens. «Quand on a un militaire face à un autre militaire, c'est bien de mettre un autre militaire entre eux. Nous parlons le même langage».

De plus en plus, les opérations militaires des parties sont menées après la tombée du jour. L'ONUST a dû adapter son matériel face à cette situation.

Appel lancé aux Suisses

M. Gauchat estime que le fait d'être Suisse constitue une valeur ajoutée. «La première chose que les parties m'ont demandée, c'est d'être neutre. J'ai montré l'écusson suisse sur mon uniforme».

Pendant des décennies, l'ONUST a surtout été dirigé par des ressortissants de pays nordiques. Côté politique aussi, les émissaires de l'ONU dans la région viennent de ces Etats, toujours avec la même approche. «Il faut davantage de Suisses aux Nations Unies, notamment dans des postes d'émissaires», estime le divisionnaire.

L'ONUST rassemble environ 400 personnes. Avec 13 soldats en plus du divisionnaire, la Suisse est l'un des pays les plus représentés dans ce dispositif. sn, ats



Le chef de la délégation suisse (le divisionnaire Patrick Gauchat) se tourne vers la Corée du Nord avec son homologue suédois (le général de division Hibbe Corneliusson).

Heurts au nord du Kosovo

Membres de la KFOR blessés

Environ 25 membres de la force emmenée par l'Otan (KFOR) ont été blessés le 29 mai dernier, au cours de heurts dans le nord du Kosovo, où des manifestants serbes réclament le retrait de maires albanais, a annoncé la KFOR dans un communiqué.



Des membres de la KFOR blessés dans des heurts au nord du Kosovo.

RTS - La Matinale / le 30 mai 2023

Plusieurs soldats des contingents italien et hongrois de la KFOR «ont été la cible d'attaques non provoquées et ont subi des blessures traumatiques avec des fractures et des brûlures dues à l'explosion d'engins incendiaires» en «contenant les franges les plus actives de la foule», a dit la force multinationale dans un communiqué, des attaques qualifiées d'«inacceptables» par l'Alliance atlantique à Bruxelles.

Contexte tendu

La police kosovare a quant à elle fait usage de gaz lacrymogène pour disperser ces mêmes manifestants serbes qui protestaient contre la prise de fonction de maires albanais dans les localités majoritairement serbes du nord du Kosovo.

Ces édiles ont été désignés à l'issue des élections locales organisées par les autorités kosovares le 23 avril dans quatre municipalités en majorité peuplées de Serbes qui ont très largement boycotté ce scrutin: seuls quelque 1500 électeurs, sur environ 45000 inscrits, y ont pris part.

Les manifestants réclament également le retrait des forces spéciales de la police kosovare déployées dans la région depuis plusieurs jours.

Des incidents s'étaient déjà produits lorsque les maires étaient venus prendre leurs fonctions, accompagnés par la police.

La force de l'Otan déployée au Kosovo a indiqué avoir «renforcé sa présence» dans le nord et a exhorté Belgrade et Pristina à reprendre le dialogue mené sous les auspices de l'Union européenne pour réduire les tensions.

Une cinquantaine de soldats polonais et hongrois de la KFOR avaient été déployés autour de la mairie de Zvecan, selon un journaliste de l'AFP.

«Une grande explosion menace»

Au cours d'une visite au Kenya, le ministre russe des Affaires étrangères Serguei Lavrov

a estimé que «les Serbes combattaient pour leurs droits dans le nord du Kosovo».

Il a rappelé que l'armée serbe était en état d'alerte maximale. La décision «sera prise par le président serbe», a-t-il ajouté.

Le président serbe Aleksandar Vucic avait en effet donné l'ordre à l'armée de se placer en état d'alerte et de «se mettre en mouvement» en direction de la frontière avec le Kosovo.

«Une grande explosion menace (de se produire) au cœur de l'Europe, où l'Otan a mené en 1999 une agression contre la Yougoslavie», a poursuivi Serguei Lavrov, évoquant l'intervention de 1999 de l'Otan contre Belgrade qui a de facto mis fin à la guerre entre les forces serbes et les combattants indépendantistes albanais.

Poussées de tension fréquentes

Les poussées de tension sont fréquentes dans le nord du Kosovo, ancienne province serbe qui a proclamé en 2008 son indépendance, jamais reconnue par la Serbie.

Quelque 120000 Serbes vivent au Kosovo, peuplé d'1,8 million d'habitants très majoritairement albanais.

Les États-Unis, la France, le Royaume-Uni, l'Italie et l'Allemagne avaient appelé les autorités du Kosovo «à revenir immédiatement sur leur décision» de déployer leurs forces spéciales, ajoutant être aussi «préoccupés par la décision de la Serbie de relever le niveau de préparation de ses forces armées».

furr avec ats

Kosovo Force

L'engagement au Kosovo doit être prolongé jusqu'en 2026

La Swisscoy doit rester engagée au Kosovo jusqu'à fin 2026. Le Conseil national a accepté jeudi par 122 voix contre 44 et 11 abstentions de prolonger sa présence, ainsi que de lui accorder une certaine marge de manoeuvre en matière d'effectifs.



L'armée suisse participe à la KFOR depuis octobre 1999. Le contingent de la Swisscoy est actuellement limité à 195 militaires.

ats

La présence de la Kosovo Force (KFOR) reste indispensable dans ce pays où la situation est toujours fragile, a souligné Pierre-Alain Friedez (PS/JU) au nom de la commission. Les tensions restent très marquées, notamment dans le nord, comme l'ont montré les violences qui ont éclaté à la fin mai.

La proposition du Conseil fédéral s'est heurtée à l'opposition de l'UDC, qui exigeait le

retrait des militaires suisses. Ceux-ci «n'ont rien à faire au Kosovo», a martelé Erich Hess (UDC/BE).

Estimant que la présence militaire ne peut pas durer éternellement, les Verts, de leur côté, souhaitent subordonner le maintien de la Swisscoy à une augmentation substantielle du soutien à la promotion civile de la paix. Leur demande a été repoussée.

ro, ats

Armement

Le nucléaire modernisé

Les arsenaux nucléaires de plusieurs pays et de la Chine en particulier ont augmenté l'an dernier. D'autres puissances nucléaires ont continué à moderniser leurs outils dans un contexte de tensions géopolitiques accrues, ont alerté des chercheurs lundi 12 juin 2023. «Nous approchons, ou peut-être avons-nous déjà atteint, la fin d'une longue période de déclin du nombre d'armes nucléaires à travers le monde» a déploré auprès de l'AFP Dan Smith, directeur de l'Institut international de recherche sur la paix à Stockholm (SIPRI). Le nombre total de têtes nucléaires parmi les neuf puissances nucléaires - Royaume-Uni, Chine-plus 6 %, France, Inde, Israël, Corée du Nord, Pakistan, États-Unis et Russie-plus 5,8 % est tombé à 12 512 début 2023, contre 12 710 début 2022, selon le SIPRI.

Défense

Dépenses en hausse

La Chambre basse a avalisé le 14 juin 2023 le programme d'armement et d'équipement de l'armée pour 2023, de 725 millions de francs. Les débats se sont cristallisés sur la revente des chars Leopard 2 à l'Allemagne et sur la hausse de 600 millions de francs du plafond des dépenses militaires. Les deux textes ont été finalement acceptés. L'armée pourra ainsi mettre hors service 25 chars de combat Leopard 2 pour les revendre à son fabricant, soit l'Allemand Rheinmetall.

Dépenses militaires

Au plus haut

Les dépenses militaires en Europe ont dépassé en 2022 leur niveau de la fin de la guerre froide, selon un rapport de référence publié le 24 avril 2023. Cette progression record depuis plus de trois décennies a été dopée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Tous continents confondus, les dépenses militaires ont atteint l'an dernier un nouveau sommet de 2240 milliards de dollars (2000 milliards de francs), soit 2,2% du PIB mondial, selon les données de l'institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri). Il s'agit, à l'échelle planétaire de la huitième hausse consécutive pour les investissements dans les armées.

Jets de combat

Transparence

Déboutés par le tribunal administratif fédéral, deux journalistes de Tamedia et de la radio-télévision alémanique SRF recourent au tribunal fédéral contre le refus d'accès aux dossiers de l'acquisition des avions de combat F-35.

Décision du Conseil fédéral

25 chars de combat mis hors service

Le Conseil fédéral soutient une proposition de la Commission de politique de sécurité du Conseil national (CPS-N) visant à mettre 25 chars de combat Leopard 2 hors service. Comme il en a décidé lors de sa séance du 24 mai 2023, la conseillère fédérale Viola Amherd, cheffe du DDPS, défendra ce point de vue lors des délibérations parlementaires en lien avec le message sur l'armée 2023.



Pour l'instant, l'armée utilise 134 chars de type 87 Leopard 2 A4 WE, lesquels ont été modernisés dans le cadre du programme d'armement 2006. Elle dispose en outre de 96 autres chars du même type qui n'ont pas été rénovés et qui sont immobilisés.

En date du 23 février 2023, deux ministres allemands, MM. Robert Habeck (économie) et Boris Pistorius (défense), ont écrit à la cheffe du DDPS pour la prier de bien vouloir revendre ces chars désaffectés à Rheinmetall, l'entreprise allemande qui les a produits. Ils se sont engagés à ne pas les transférer à l'Ukraine, mais à les garder pour l'Allemagne ou pour d'autres partenaires de l'OTAN ou de l'UE désireux de compléter leur propre armement.

Le 28 mars 2023, une majorité de la Commission de politique de sécurité du Conseil national a demandé la mise hors service de 25 chars dans le cadre des délibérations parlementaires relatives au Message sur l'armée 2023, étant entendu que cette mise hors service ne devrait intervenir que dans l'hypothèse où les chars seraient revendus à l'entreprise qui les a produits.

Le Conseil fédéral soutient cette proposition et habilite la cheffe du DDPS à la défendre lors des délibérations parlementaires concernant le Message sur l'armée 2023.

Les besoins de l'armée sont couverts

Les 134 chars 87 Leopard 2 A4 WE utilisés actuellement ne suffisent pas à équiper complètement les six bataillons de l'armée dotés de chars de combat. Pour ce faire, un total de 168 chars serait nécessaire. Partant, il y a lieu d'examiner s'il est possible de réac-

tiver 34 des 96 systèmes immobilisés et de les moderniser pour la troupe. Il est en outre prévu d'en préparer 12 pour l'instruction et d'en utiliser 25 autres pour leurs pièces détachées et leurs groupes d'assemblage. Parmi les appareils immobilisés, l'armée doit donc garder 71 chars 87 Leopard 2 A4 pour ses propres besoins.

La réactivation d'une partie de ces chars désaffectés vise à développer les troupes terrestres et répond à une décision du Conseil fédéral du 15 mai 2019 en lien avec le rapport sur l'avenir des Forces terrestres. Il a été reconnu que, dans un avenir proche, les chars de combat continueraient de jouer un rôle important en matière de défense. Cela a été clairement constaté lors de la guerre en Ukraine. Le programme de maintien de la valeur de ces chars permettra aussi, comme le préconise le rapport sur l'avenir des forces terrestres, de renforcer deux bataillons mécanisés de l'infanterie en leur octroyant à chacun une compagnie mécanisée équipée de chars de combat.

Ainsi, l'armée a besoin de 71 chars parmi les 96 qui sont immobilisés. Pour les 25 unités restantes, aucune affectation n'est prévue; celles-ci pourront donc être mises hors service et être revendues sans que cela se fasse au détriment de l'armée.

Pour autant que l'Assemblée fédérale accepte la proposition relative à la mise hors service des chars déposée par la Commission de politique de sécurité du Conseil national, le Conseil fédéral chargera le DEFR d'évaluer une éventuelle demande d'exportation et de la lui soumettre pour décision.

Secrétaire d'État du DDPS Mme Viola Amherd institue une commission de sélection

Pour pourvoir le nouveau poste de secrétaire d'État du DDPS, la conseillère fédérale Viola Amherd, cheffe du DDPS, institue une commission de sélection chargée d'évaluer les candidatures et de les lui présenter. Le Conseil fédéral devrait faire son choix cet automne. Le DDPS a publié l'annonce sur le portail emploi de la Confédération.

Le 19 avril 2023, le Conseil fédéral a décidé, sur la base de l'évolution de la menace, de renforcer le secteur de la sécurité civile au sein du DDPS. À cette fin, il crée un secrétariat d'État dans ce département. Cet organe aura pour fonction d'élaborer et de coordonner des bases stratégiques pour le développement global de la politique de sécurité au

sein du département. Le Conseil fédéral a chargé le DDPS d'élaborer les bases légales nécessaires d'ici la fin de l'année.

Mise au concours publique

Le DDPS a publié l'annonce pour le poste de secrétaire d'État sur le portail emploi de la Confédération. La conseillère fédérale Viola

Amherd, cheffe du DDPS, a institué une commission de sélection chargée d'étudier les candidatures à cette nouvelle fonction et de les lui présenter.

En font partie

- Toni Eder, secrétaire général du DDPS (présidence),
- Marc Siegenthaler, suppléant du secrétaire général du DDPS / chef Ressources DDPS,
- Béatrice Métraux, ancienne conseillère d'État,
- Nicoletta della Valle, directrice de fedpol,
- Markus Seiler, secrétaire général du DFAE.

La commission procédera conformément aux directives du Conseil fédéral sur la nomination des cadres supérieurs par le Conseil fédéral. Regina Christen, cheffe de l'état-major Ressources DDPS, accompagnera la commission en tant que secrétaire juridique. Le DDPS doit présenter cet automne au Conseil fédéral une demande de nomination pour le ou la secrétaire d'État. La prise de fonction est prévue pour le 1^{er} janvier 2024.

Déminage humanitaire Un engin de déminage télécommandé pour l'Ukraine

Le nombre de zones contaminées par des mines et des munitions non explosées étant en forte augmentation en Ukraine, le DDPS vient en aide et remet au service civil ukrainien d'aide en cas de catastrophe une machine de déminage de la fondation suisse Digger.

Depuis le déclenchement des hostilités, le nombre de zones contaminées par des mines, des armes à sous-munitions et des restes explosifs de munitions de guerre a fortement augmenté en Ukraine. Cela représente un danger direct pour la population civile, d'où la nécessité de prendre des mesures de déminage humanitaire. Pour dépolluer de manière sûre, rapide et efficace les grandes surfaces contaminées par des mines et d'autres engins explosifs, l'Ukraine a d'importants besoins en équipement spécialisé, dont font partie les moyens mécaniques de déminage.

Le DDPS remet au service civil ukrainien d'aide en cas de catastrophe (State Emergency Service of Ukraine, SESU) une machine de déminage conçue et fabriquée par la fondation suisse Digger. Il s'agit d'un véhicule à chenilles télécommandé de la taille d'un petit bulldozer, qui détruit les mines antipersonnel en les faisant exploser au moyen d'une fraiseuse.

Soutien du DDPS à l'Ukraine

En plus de la machine de déminage, l'aide apportée par le DDPS comprend un camion-remorque et un lot de pièces de rechange pour trois ans. Des spécialistes de la fondation Digger formeront en outre les autorités ukrainiennes sur place. L'offre globale coûte 1,2 million de francs et est financée par le crédit Équipement personnel et matériel à renouveler (BER) de l'armée. Cette contribution vise à rendre les opérations de démi-



nage humanitaire en Ukraine plus sûres, plus rapides et plus efficaces.

Le transport par camion de la machine de déminage et des pièces de rechange en Ukraine ainsi que la formation donnée sur place par la fondation Digger sont prévus pour septembre.

L'Armée suisse forme les autorités civiles au déminage humanitaire

Depuis l'été dernier, le DDPS soutient en outre la formation des autorités civiles ukrainiennes au déminage humanitaire en organisant des cours dans le cadre du Partenariat pour la paix, en collaboration avec le Centre international de déminage humanitaire de Genève (CIDHG). L'Armée suisse prend en charge les frais de voyage et de séjour des expertes et des experts ukrainiens invités. Le DDPS participe également au financement d'un programme de formation du CIDHG en Ukraine occidentale.

Industrie militaire

En Ukraine

Le fabricant allemand d'armement Rheinmetall va s'implanter en Ukraine en coopérant avec l'industrie militaire nationale pour réparer des véhicules militaires, première étape avant de fabriquer directement sur place a-t-il annoncé le 12 mai 2023. Une coentreprise va voir le jour entre le groupe allemand, l'un des fabricants des chars Léopard, et l'entreprise publique ukrainienne Ukroboronprom – un conglomérat militaire appartenant à l'État. La coentreprise devrait être opérationnelle à partir de la mi-juillet.

Guerre en Ukraine

Le GSsA lance un appel

La Suisse doit assumer ses responsabilités dans la guerre en Ukraine, demande le Groupe pour une Suisse sans armée dans une résolution. (14 mai 2023). Le groupe exige que la Confédération taxe les bénéfices de guerre, introduise la possibilité de demander l'asile dans les ambassades pour les déserteurs russes et gèle systématiquement les fonds oligarques. «Il est honteux de voir que la volonté politique fait défaut dans la Berne fédérale pour appliquer les sanctions de manière conséquente», affirme le GSsA.

L'armée américaine

Bientôt écolo

«Nous pouvons y arriver»: dit le secrétaire d'État à l'énergie, aux États-Unis, au sujet de l'électrification du parc automobile de l'armée américaine d'ici 2030. Jennifer Granholm l'a dit devant une commission sénatoriale: la flotte de l'armée U.S doit devenir entièrement électrique d'ici à sept ans, conformément à la volonté de l'administration Biden de rendre «chaque véhicule» militaire «respectueux du climat».

Conseil fédéral Officiers généraux promus

Lors de sa séance du 16 juin 2023, le Conseil fédéral a procédé à des nominations et à des mutations dans les rangs des officiers généraux.

Le divisionnaire Alain Vuitel, actuel chef de projet de commandement Cyber, deviendra chef d'état-major de l'Instruction opérative (CEMIO) au 1^{er} janvier 2024.



Alain Vuitel est aujourd'hui âgé de 59 ans. Après avoir décroché sa maturité, il a obtenu une licence en sciences économiques auprès de l'Université de Neuchâtel. Depuis 1989, il a exercé diverses fonctions au sein de l'armée et du DDPS. En 2001, il a effectué une formation continue auprès de l'université londonienne King's College, où il a décroché un Master of Arts with Merit in International Studies. De septembre 2008 à avril 2009, il a été détaché en qualité de remplaçant du chef d'état-major de la Multinational Brigade South dans le contexte de la Kosovo Force (KFOR). Le 1^{er} janvier 2014, le Conseil fédéral l'a nommé chef d'état-major du chef de l'Armée, avec promotion simultanée au grade de brigadier. Le 1^{er} janvier 2016, il a été nommé chef du Renseignement militaire puis, dans le cadre du développement de l'armée (DEVA), confirmé dans ses fonctions de chef du Renseignement militaire et chef du Service de protection préventive de l'armée (SPPA) le 1^{er} janvier 2018. Promu divisionnaire le 1^{er} janvier 2020, il a tout d'abord endossé le rôle de chef de la Base d'aide au commandement, avant d'être nommé chef du projet de commandement Cyber le 1^{er} mai 2021.

Sa succession au commandement Cyber sera réglée ultérieurement.

Le brigadier Benedikt Roos, actuel chef de la Planification de l'armée et remplaçant du chef de l'État-major de l'armée, deviendra commandant de l'École centrale à partir du 1^{er} janvier 2024.



Benedikt Roos est aujourd'hui âgé de 58 ans. Après avoir décroché sa maturité, il a étudié l'économie d'entreprise auprès de l'Université de Berne. Il a ensuite rejoint le corps des instructeurs en 1997 et a exercé diverses fonctions au sein

de l'armée depuis lors. De 2003 à 2004, il a effectué une formation auprès de l'US Army Command and General Staff College de Fort Leavenworth, aux États-Unis, puis décroché un Master of Advanced Studies in Security Policy and Crisis Management auprès de l'EPF de Zurich. À partir du 1^{er} février 2013, il a exercé la fonction de chef de l'Organisation de conduite de la Défense et de chef du groupe d'état-major du chef de l'Armée. Le 1^{er} janvier 2018, il a été engagé en qualité de remplaçant du commandant, chef d'état-major et commandant du stage de formation de commandement d'unité auprès de l'École centrale de la Formation supérieure des cadres de l'armée. Le 1^{er} juillet 2018, le Conseil fédéral l'a nommé commandant de la brigade mécanisée 11, avec promotion simultanée au grade de brigadier, puis chef de la Planification de l'armée et remplaçant du chef de l'État-major de l'armée le 1^{er} janvier 2022.

Le brigadier Jacques F. Rüdin, actuel



chef de projet Développement à long terme du Groupement Défense et de l'armée, deviendra chef du domaine Droit, sécurité intégrale et environnement, OCMHA et ARM et remplaçant du chef de l'État-major de l'armée.

Jacques F. Rüdin est aujourd'hui âgé de 60 ans. Il a étudié auprès de l'Université de Bâle et obtenu sa licence en droit en 1990. Devenu officier de carrière, il a rejoint le corps des instructeurs en 1991. Depuis lors, il a exercé diverses fonctions au sein de l'armée. Après avoir obtenu un Master of Science in National Security Strategy en 2002 auprès de la National Defense University de Washington D.C. (États-Unis), il a suivi des études en cours d'emploi qui lui ont permis de décrocher un Master of Advanced Studies in Security Policy and Crisis Management auprès de l'EPF de Zurich en 2007. La même année, le Conseil fédéral l'a nommé commandant de la formation d'application du génie/sauvetage et l'a simultanément promu au grade de brigadier. Le 1^{er} janvier 2014, il a endossé le rôle de chef de l'état-major des Forces

terrestres, avant d'être nommé chef d'état-major du commandement de l'Instruction au 1^{er} janvier 2018, puis chef de projet Développement à long terme du Groupement Défense et de l'armée au 1^{er} juillet 2020.

Le brigadier Peter Bruns, actuel com-



mandant de la brigade d'Instruction et d'entraînement des Forces aériennes, sera chef de la Planification de l'armée à partir du 1^{er} janvier 2024. Peter Bruns est aujourd'hui âgé de 56 ans. Il a rejoint l'escadron d'aviation 11 en 1989 en tant que pilote militaire de carrière. Tout en travaillant, il a poursuivi ses études et obtenu une licence en économie publique auprès de l'Université de Zurich en 1999. Depuis lors, il a exercé diverses fonctions au sein de l'armée. En 2009, il est devenu remplaçant du chef d'engagement et chef de la Centrale des opérations des Forces aériennes ad interim, avant d'être nommé définitivement à ce poste en 2010. En 2011, il a accompli le Senior Course au Defense College de l'OTAN à Rome. Tout en poursuivant ses activités professionnelles, il a repris ses études auprès de l'EPF de Zurich et a obtenu un Master of Advanced Studies in Security Policy and Crisis Management en 2015. Le 1^{er} janvier 2018, il est devenu chef d'état-major de l'état-major des Forces aériennes. Le 1^{er} juillet 2021, le Conseil fédéral l'a nommé commandant de la brigade d'aviation 31 (devenue aujourd'hui la brigade d'Instruction et d'entraînement des Forces aériennes) et l'a simultanément promu au grade de brigadier. De juillet à décembre 2022, il a en outre été engagé au sein de la taskforce Planification du financement de l'armement du SG-DDPS pour assurer, en tant que chef de projet, la planification synchronisée des investissements de 2023 à 2035.

Le brigadier Fridolin Keller, officier



général adjoint du chef de l'Armée, devra quitter le corps des instructeurs le 1^{er} août 2023 pour des raisons de santé. Le Conseil fédéral le remercie pour les services rendus. Son poste restera vacant jusqu'à nouvel ordre.

Nam sur INTERNET
www.revue-nam.ch

Nouvel Office fédéral de la cybersécurité Florian Schütz nommé directeur

Lors de sa séance du 24 mai 2023, le Conseil fédéral a nommé Florian Schütz, actuel délégué fédéral à la cybersécurité et directeur du Centre national pour la cybersécurité (NCSC), au poste de directeur du nouvel Office fédéral de la cybersécurité à compter du 1^{er} janvier 2024.

Le 2 décembre 2022, le Conseil fédéral a décidé de transférer le Centre national pour la cybersécurité (NCSC), actuellement rattaché au Secrétariat général du Département fédéral des finances (DFF), au Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS) en tant que nouvel office fédéral. Le NCSC sera renforcé grâce aux synergies avec les capacités en matière de cybersécurité déjà existantes au sein du DDPS.



férentes fonctions au sein de RUAG Suisse SA, à savoir architecte de sécurité informatique et conseiller d'entreprise, chef de la cybersécurité et Business Developer Cyber & Intelligence en Israël. Durant cette période, il a également obtenu un diplôme post-graduate de Master of Advanced Studies en politique de sécurité et gestion de crise. De décembre 2016 à juillet 2019, il a assumé la responsabilité de Head of IT Risk & Security chez Zalando SE Allemagne. Il a pris ses fonctions de délégué fédéral à la cybersécurité en août 2019.

Continuité pour le nouvel office fédéral

Le Conseil fédéral a maintenant nommé l'actuel délégué fédéral à la cybersécurité, Florian Schütz, directeur du nouvel office fédéral à partir du 1^{er} janvier 2024. Florian Schütz, 41 ans, a étudié à l'École polytechnique fédérale (EPF) de Zurich et a obtenu un master en sciences informatiques en 2007. Pendant ses études, il a déjà acquis une première expérience professionnelle en tant que développeur de logiciels et analyste de risques auprès de l'entreprise Siemens Suisse SA et en tant que laborantin en sécurité de l'information à l'EPF de Zurich. De 2008 à novembre 2016, il a occupé dif-

férentes fonctions au sein de RUAG Suisse SA, à savoir architecte de sécurité informatique et conseiller d'entreprise, chef de la cybersécurité et Business Developer Cyber & Intelligence en Israël. Durant cette période, il a également obtenu un diplôme post-graduate de Master of Advanced Studies en politique de sécurité et gestion de crise. De décembre 2016 à juillet 2019, il a assumé la responsabilité de Head of IT Risk & Security chez Zalando SE Allemagne. Il a pris ses fonctions de délégué fédéral à la cybersécurité en août 2019.

Grâce à sa formation initiale et continue, à sa longue expérience en matière de sécurité informatique dans le secteur privé et en tant que délégué fédéral à la cybersécurité, Florian Schütz dispose de toutes les compétences requises et répond idéalement aux exigences du poste. Dans sa fonction de directeur, Florian Schütz mettra en place et développera le nouvel office fédéral au sein du DDPS. La prochaine étape consistera pour le DDPS à soumettre au Conseil fédéral, cet été, les adaptations d'ordonnances nécessaires à la transformation du NCSC en un office fédéral au sein du DDPS.

Promotions dans les rangs latins

Dans le corps des officiers

Les officiers latins promus avec effet au 1^{er} avril 2023 au grade de lieutenant-colonel EMG: De Sola Bernard, Montagny-les-Monts; Delarageaz Jean-Philippe, Bremblens.

Au grade de lieutenant-colonel
Beaud Alexandre, La Tour-de-Trême; Cor-telezzi Paolo, Vernate; Dupuis Sébastien, Fribourg; Giugni Thierry, Monthey; M'Bras Yemili, Ferlens; Talleri Marco, Villars-sur-Glâne; von Gunten Thierry, Fleurier.

Au grade de major: Berthouzoz Quentin, Sierre; Dousse Chloé, Fribourg; Hagemann Gabriel, Genève; Künzi Marc-Antoine, Yverdon-les-Bains; Sessa Stéphane, Meyrin.

Au grade de capitaine: Aldi Simone, Comano; Angiolillo Stefano, Essertines-sur-Yverdon; Appel Christian, Grône; Cauttillo Michael, Neuchâtel; Duperrex Alicia, Bremblens; Jörg Jean-Claude, Fiaugères; Madrigali Benjamin, Chêne-Bougeries; Voinçon Lionel, Payerne; Wicht Kevin Emmanuel, Estavayer-le-Lac; Wirth Marc-Eric, La Conversion.

Au grade de premier-lieutenant:

Abetel Marc, Lausanne; Bächtold Loan Daniel, Corcelles; Biolzi Daniel, Palagnedra; Bless Patrick, Lonay; Brodbeck Steve, Corcelles-près-Payerne; Bruni Xavier, Onnens; Charbonnet Guillaume, Vollèges; Collomb Nicolas, Collombey; Décosterd Bertil, Lausanne; Desénépart Jehan-Guillaume, Pully; Despont Mathieu, Bioley-Orjulaz; Devillard Loïc, Renens; Draslar André, Crans-Montana; Etter Vincent, Onex; Favez Mathieu, Monthey; Favre-Bulle Alexandre, Collonge-Bellerive; Fuchs Lucas, Prangins; Ghirlanda Luca, Saxon; Gilliéron Raphaël, Bougy-Villars; Gillioz Robin, St-Léonard; Giovannelli Davide, Locarno 4 Solduno; Haas Raphaël, Sullens; Hänggeli Yann, Lausanne; Hempel Léonard, Genève; Javet Janne Nicolas, Lugnorre; König Johann, Gland; Mäder Damien, Sviriez; Maret Samuel, Fully; Masson David, Colombier; Masson Vincent, Colombier; Migy Basile, Boncourt; Nyitrai Timoté, Aubonne; Raboud Michel Louis, Choëx; Repond Jean Fabien, Cormagens; Resplendino Marco, Vevey; Rivera Matthias, Pollegio; Roy Vincent, Le Vaud; Saugy Joaquim, Orbe; Schenker Timothe, Petit-Lancy; Schmutz Nando Romano, Sugiez; Schneider Boris, Lausanne; Tramaux Dylan, Saillon; Travaglini Yann, Ollon; Tschopp Florian, Payerne; Viret Valentin, Lentigny; Volet Xavier, Collombey.

Promotion avec effet au 25 mai 2023 au grade de premier-lieutenant: Istrate Nelson, Pesieux

Promotions dans les rangs latins

Dans le corps des sous-officiers

Les sous-officiers latins promus avec effet au 1^{er} avril 2023 au grade d'adjudant-chef: Pfeiffer Julien, Le Chalet-à-Gobet.
Au grade d'adjudant-major: Capiaghi

Alessio, Mendrisio; Wyss Claudio, Premier.
Au grade d'adjudant d'état-major: Bernasconi Martino, Viganello; Girod Adrian, Martigny-Croix; Koenig Martial, Neuchâtel.

Association de la revue «Notre armée de milice»

Case postale - 1401 Yverdon-les-Bains - Tél. 024 426 09 39 - Courriel: info@revue-nam.ch

Président: poste vacant

Vice-président: poste vacant

Secrétaire: cap Danielle Nicod

Cassier: four Jacques Levailant

Administrateur: adj sof Jean-Hugues Schulé

Commission de rédaction:

sgt Francesco Di Franco

Membres: François Jeanneret, ancien conseiller national; sgt Éric Rapin; sgt Pierre Messeiller; Blaise Nussbaum; Patrice Rossel et José Bessard

Correspondants: Berne: José Bessard, Suisse-romande; Patrice Rossel, Suisse-romande et Tessin et Francesco Di Franco

Division territoriale 1

Le partenariat indispensable

Autrefois, les citoyens-soldats connaissaient des impressionnantes manœuvres; aujourd'hui, les militaires collaborent avec les autorités politiques, les gendarmeries, les garde-frontières. En fonction des menaces (elles diffèrent: guerres conventionnelles, menées terroristes), les différents acteurs de la sécurité agissent de concert.



Un Duro est engagé dans la localité.

Les soldats, les policiers, les douaniers apportent des connaissances qui se complètent, les unes par rapport aux autres. Entre le 1er et le 9 mai 2023, des milliers de personnes intensifiaient leurs «travaux interarmes». Chacun cherchait à donner le meilleur de lui-même; à la fin de leur engagement, les chefs et les subordonnés envisageaient déjà des développements futurs.

Infrastructures critiques

L'exercice dont nous parlons était appelé «Lux 23». Il se déroulait sur le territoire de plusieurs cantons romands. Ceux de Genève, Vaud, Neuchâtel et Berne se trouvaient particulièrement concernés.

Les participants provenaient de plusieurs troupes, parmi lesquelles on peut citer: la Div ter 1, dont le Bataillon d'état-major et deux



Le div Mathias Tüscher.

bataillons d'infanterie; les Forces aériennes; le Génie; le Sauvetage; la Police militaire; des éléments de l'aide au commandement et de la logistique; la Cellule communication (C comca) de la Div ter 1. Mentionnons encore les Etats-majors cantonaux de liaison territoriale; les membres de l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières (OFDF); les corps de police genevois, vaudois, neuchâtelois et leurs services spéciaux; les opérateurs français spécialisés dans les actions de déminage.

Les hommes et les femmes engagés protégeaient des «infrastructures critiques». Ils dénommaient ainsi l'Aéroport international de Genève, et la Raffinerie de Cressier (la dernière installation, en Suisse, où l'on traite du pétrole brut). Dans le journal de bord de la Div ter 1, le rédacteur de la C comca relevait ceci: « Mardi 2 mai 2023, les hommes du Bat car 14 ont pris leurs dispositions, protection de la piste et surveillance des limites territoriales. L'état de préparation sera certifié par l'OFDF (...). En tant que force légère, le Bataillon d'exploration 4 assure la recherche de renseignements au sein de la population



Le cdt C Luc Fellay et le maj EMG Didier Bonnard.



Le div Daniel Keller, le conseiller aux Etats vaudois Olivier François, le cdt C Dominique Andrey.



Le lt col Bernard Nicod apprécie les souvenirs militaires.



Le cdt de la Police cantonale de Fribourg, le col Philippe Allain, et son subordonné, le plt Yan Bächler.



Le lt col Christophe Dumoulin et le lt col Michel Gerber.



Scène d'arrestation.



Le Day, vue générale.



Le div Dominique Juillard et le col de l'Office fédéral de la douane, Jean-Luc Boillat.

et au profit des autorités civiles dans le secteur d'engagement. Le Bat expl 4 se tient également prêt à surveiller la frontière selon les prestations demandées par l'OFDF ». «Le bat inf mont 7 monte le dispositif de protection de l'infrastructure de Cressier dans le secteur des Trois-Lacs. (...) Mercredi 3 mai, avant l'aube, la Compagnie canots à moteur 10 s'est déployée sur le lac de Neuchâtel. Depuis le canal de la Thièle, la surveillance de l'IC de Cressier est garantie, 24 heures sur 24».

Combats en zones urbaines

Commandant la Div ter 1, le div Mathias Tüscher proposait à des visiteurs (militaires en provenance d'autres troupes, retraités, civils, etc.) de «vivre une phase de l'exercice». Samedi 6 mai, ces invités se rendaient à la caserne de Chamblon. Depuis ce lieu,



Le chef de la Police cantonale jurassienne, le col Damien Rérat et le chef de la Police cantonale genevoise, le col Monica Bonfanti.

L'Etat-major de la Div ter 1 émettait ses directives. En outre, une excursion était organisée à Le Day (près de Vallorbe). Là-bas, «un village artificiel est utilisé pour l'entraînement au combat de localité». Les participants à la journée observaient des formations de milice, des gens affectés aux forces spéciales, des policiers, des soldats sanitaires ou de défense nucléaire, radiologique, biologique et chimique. Deux hélicoptères, de type Super Puma et EC635 arrivaient en soutien. Tous ces combattants lançaient «une action offensive en zone urbaine, sans aucune répétition préalable».

Ajoutons que le chef de la C comca, le Lt col Maxime Fontaine avait mis à disposition une «hotline». Par ce moyen, les habitants des régions concernées pouvaient obtenir tous les renseignements désirables. Le Lt col Fontaine ne constatait pas de plainte. P.R.



Le br Michel Chabloz et le div Mathias Tüscher.



Le Lt col Maxime Fontaine. Officiers français: le cdt Eddie Wiatrowski et le Lt col Franz Demartelaere-Leroy. Les générations se suivent: le fils, le plti Valentin Schaller, et le père, le col EMG Jean-Pierre Schaller.



Un fantassin armé d'un Fasn 90.



Obsèques du Lt-col Paul-Arthur Treyvaud président de **Nam** L'adieu à un grand serviteur Romand de l'information militaire

Allocution de l'association Notre Armée de Milice lors des obsèques du lieutenant-colonel Paul-Arthur Treyvaud (Temple d'Yverdon-les-Bains – 27 juin 2023), président du journal **Nam** depuis 1986, puis de l'Association Notre Armée de Milice de 1991 à 2023.



Le lieutenant-colonel et avocat Paul-Arthur Treyvaud peu avant son allocution lors du 40^e anniversaire de **Nam**.

La direction de la revue *Notre Armée de milice*, familièrement appelée **Nam** (organe de presse des associations de sous-officiers romands et tessinois, ainsi que d'autres entités de miliciens-miliciennes de Suisse latine) a donc demandé à une journaliste de métier (officier et commandante de compagnie – ancienne correspondante du Service Féminin de l'Armée pour **Nam**, devenue membre d'honneur de l'association précitée) – d'évoquer l'important soutien apporté à cette revue par l'avocat - municipal - député - officier de milice yverdonnois Paul-Arthur Treyvaud, président du comité de l'Association **Nam** depuis 32 ans.

Revue bientôt cinquantenaire

Rappel: le périodique militaire - **Nam** - été créé et distribué pour la première fois en janvier 1974 à 15 334 ex. Et c'est une dizaine d'années plus tard que le capitaine de milice Paul-Arthur Treyvaud a été intégré dans la Commission qui éditait ce journal. A ce titre, il fera partie de celles et ceux qui prépareront l'entrée dans sa dixième année de la revue **Nam** – et qui accueilleront – en mars 1984, à cette occasion – notre conseiller fédéral vaudois d'alors, Jean-Pascal Delamuraz. Devenu major, Paul-Arthur Treyvaud est élu à la tête de la Commission du journal en novembre 1986. Il accueillera, à ce titre, le conseiller fédéral Kaspar Villiger pour le 20^e anniversaire de **Nam** en octobre 1993. Puis il récidivera en 1998, pour fêter l'entrée de la revue dans son «formidable» quart de siècle, tel que l'a qualifié le conseiller fédéral Adolf Ogi, hôte d'honneur de la fête-anniversaire des 25 ans de **Nam**.

Restructuration et efficience

Précisons encore que – souhaitant une structure plus mobile et plus efficiente pour développer l'esprit de défense de la Suisse et afin de sensibiliser politiciens et citoyens sur les moyens à mettre à disposition de l'Armée, **Nam** a simplifié ses structures internes et par là – a rendu son identité plus lisible.

Dès la fin des années 80, les diverses commissions ont été réunies au sein d'une seule association – Notre Armée de Milice – dotée d'un comité présidé depuis 1991 par le lieutenant-colonel Paul-Arthur Treyvaud. Précisons, et c'est l'endroit de le faire, que l'association **Nam** a son siège à Yverdon-les-Bains, de même que sa rédaction en chef et son administration, placées dès l'origine sous la houlette de l'adjudant sous-officier Jean-Hugues Schulé, et dotée d'un réseau de correspondants-journalistes œuvrant à la diversité des sujets traités au sein de la revue.



Le Commandant de corps Jean-Abt, ancien commandant du corps d'armée de Campagne 1 et le lieutenant-colonel Paul-Arthur Treyvaud, attentifs lors du débat mené par José Bessard.



Avant le banquet du 40^e anniversaire, toujours un bon mot avec le Commandant de corps Dominique Andrey, chef des Forces terrestres et remplaçant du Chef de l'armée.

Gestion, finances et médiation

En matière de gestion et de finances, la présidence qu'a occupée notre ami défunt est de celles qui ne sont pas forcément des plus faciles. Pour que survive une parution - non subventionnée par les deniers publics - il convient de pouvoir ajouter une certaine dose de manne publicitaire aux encaissements dus par les abonnés, ce qui n'est pas chose facile.

Rédactionnellement, il faut veiller à ce que les diverses entités, les grandes unités d'armée notamment (en clair les acteurs de notre armée de milice) se retrouvent dans les pages de **Nam**. Et c'est là que le sens

de la médiation du président Treyvaud a pu être mis en exergue quand une mani-

*

La capitaine Pierrette Roulet-Grin s'est engagée dans l'armée en 1966, dans ce qui était alors le SCF. Recrutée comme automobiliste, elle a été incorporée dans une compagnie de transport sanitaire. Entre ses 19 ans et ses 47 ans, elle a accompli env. 500 jours de service, dont des services d'avancement jusqu'au grade de capitaine, avec commandement durant 10 ans de la Cp trsp san III/12. Elle a été parallèlement durant 4 ans juge au Tribunal militaire de Division 10 A, ainsi qu'active dans de multiples activités hors service. A sa demande, elle a été libérée définitivement de l'armée en 1994.



festation n'avait pas été couverte, ou que le reportage sur un autre événement avait été reporté de plusieurs semaines. Dans les deux cas, le sens de l'entregent de Paul-Arthur Treyvaud a été un atout sur lequel plusieurs membres de la direction de **Nam** ont pu s'appuyer. Et pour cela aussi, il restera dans la mémoire de celles et ceux qui ont travaillé avec lui durant les dizaines d'années qui l'ont vu œuvrer pour **Nam**. Notons que cette qualité de pacificateur, il l'a aussi mise au service durant 20 ans de «ch-media», une association indépendante de journalistes suisses regroupant plus de 500 professionnels (siège à Yverdon-les-Bains), entité dont il était administrateur-conseil.

Dernier adieu

«Merci Paul-Arthur de tout ce que tu as donné durant ces 43 ans passés au sein de la revue **Nam**, une revue qui s'apprête - avec tes idées - à fêter un demi-siècle d'existence. Repose en paix, cher Président, et veille sur celles et ceux que tu as côtoyé durant ces décennies d'appréciée collaboration, comme sur celles et ceux qui leurs succéderont»

P.R.G.*



**Nam est sur
INTERNET**
www.revue-nam.ch

Vers le renforcement de la sécurité Création d'un secrétariat d'État au DDPS

Compte tenu de l'évolution des menaces, le Conseil fédéral a décidé de renforcer le secteur consacré à la sécurité civile au DDPS. Il crée ainsi un secrétariat d'État au sein du DDPS. Ce nouvel organe aura pour fonction d'élaborer et de coordonner des bases stratégiques pour le développement global de la politique de sécurité au sein du département. Le Conseil fédéral a chargé le DDPS d'élaborer les bases légales d'ici la fin de l'année.

La guerre en Ukraine montre qu'au-delà des moyens militaires, tous les moyens de la guerre hybride sont utilisés dans les conflits actuels, de la désinformation et de la guerre d'influence aux cyberattaques et aux opérations cachées, en passant par les moyens de pression, l'extorsion et le chantage. Il est donc important de ne pas limiter la politique de sécurité à la seule politique de défense et, partant, de renforcer le domaine civil au DDPS.

En créant un secrétariat d'État, le Conseil fédéral veut s'assurer qu'il pourra réagir avec souplesse aux évolutions essentielles de la politique de sécurité. Ce nouvel organe sera directement subordonné à la cheffe du DDPS en tant qu'office civil, aux côtés de l'Office

fédéral de l'armement armasuisse, l'Office fédéral pour la protection de la population, du Service de renseignement de la Confédération, de l'Office fédéral du sport, de swisstopo et du futur office fédéral que deviendra l'actuel Centre national pour la cybersécurité lorsqu'il sera intégré au DDPS.

Une perspective globale de la politique de sécurité

Le secrétariat d'État assumera de manière centralisée des tâches qui sont exercées actuellement par le domaine Politique de sécurité du Secrétariat général et par d'autres services du DDPS. Il coordonnera ainsi les activités de politique de sécurité au sein du département. En outre, il analysera

la situation en matière de sécurité sur le plan national comme international avec le Service de renseignement de la Confédération, l'Office fédéral de la police (fedpol) et les services compétents du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE).

La répartition des tâches entre les différents départements, tout comme entre la Confédération et les cantons, demeure inchangée.

Le secrétariat d'État répondra de la stratégie nationale de protection des infrastructures critiques. Il dirigera le Groupe Sécurité et le bureau de la Délégation du Conseil fédéral pour la sécurité. Il sera l'interlocuteur du Réseau national de sécurité au sein du DDPS. Dans le domaine international, le partage des tâches correspondra à la collaboration actuelle entre le DFAE et le DDPS. La délimitation des compétences entre les deux départements ne sera pas non plus touchée.

À cela s'ajoutent des tâches opérationnelles, qui, pour la plupart, étaient rattachées jusqu'ici au Secrétariat général du DDPS. Ainsi, la nouvelle unité administrative sera aussi responsable de la conduite du service spécialisé chargé des contrôles de sécurité relatifs aux personnes.

Compensation interne des ressources

Le DDPS compensera le personnel et les finances nécessaires à l'interne.

Le Conseil fédéral se prononcera sur les bases légales nécessaires à la création du secrétariat d'État au plus tard à la fin 2023. D'ici là, le DDPS établira en détail le portefeuille de tâches de ce nouvel organe.

Rapport 2022

Projets du DDPS en format web

Depuis 2017, le DDPS publie chaque année un rapport sur ses projets. Le format a été adapté lors de l'édition 2022. Désormais, un site web informe de l'évolution des projets les plus importants du DDPS. Ce format permet aussi d'actualiser les informations dans le courant de l'année. Depuis 2017, le DDPS publie chaque année un rapport sur ses projets les plus importants et communique des informations sur leur avancement. C'est maintenant un site web spécifique et non plus un rapport complet qui fournit des renseignements à ce sujet. Ce changement a aussi été l'occasion d'ajouter des informations sur les différents projets. Le site propose ainsi des liens renvoyant aux communiqués de presse et de plus amples détails relatifs aux projets.

«Swiss Military»

Nouvelle preneuse de licence pour la marque

L'Office fédéral de l'armement armasuisse a passé un contrat avec la société Kambly SA comme preneuse de licence pour la marque «Swiss Military». Kambly SA produit le «Military Biscuit» fourni à l'armée suisse et distribue désormais celui-ci sous une nouvelle présentation pour le commerce civil, sous la marque «Swiss Military».

Politique de sécurité

Viola Amherd à Londres

La conseillère fédérale, Viola Amherd, a rencontré à Londres, jeudi 20 avril 2023, son homologue, le secrétaire d'État à la Défense, Ben Wallace. L'entretien a porté sur la sécurité en Europe et les différentes possibilités de développer la collaboration entre la Suisse et le Royaume-Uni. A cette occasion, la cheffe du DDPS a signé également une déclaration d'intention visant à encadrer la coopération dans le domaine de la sécurité.

La guerre en Ukraine entraîne des conséquences à long terme sur la sécurité en Europe et au-delà. C'est pourquoi le Conseil fédéral veut – dans le respect de la neutralité – orienter la politique de sécurité et de défense de la Suisse, plus systématiquement que jusqu'ici, vers une coopération internationale. Ceci s'inscrit dans le cadre du rapport complémentaire au rapport sur la politique de sécurité de 2021 approuvé par le Conseil fédéral en 2022.

L'entretien entre Madame la conseillère fédérale, Viola Amherd, et le secrétaire d'État à la Défense du Royaume-Uni, Ben Wallace, portera essentiellement sur la situation sécuritaire en Europe, les conséquences de la guerre ainsi que sur le renforcement de la collaboration entre la Suisse et le Royaume-Uni. La promotion militaire de la paix et le Conseil de sécurité de l'ONU fait

également l'objet de la discussion. La Suisse assumera, pour la première fois en mai 2023, la présidence du Conseil de sécurité.

Renforcement de la coopération dans le domaine de la politique de sécurité

La cheffe du DDPS signera, par ailleurs, avec le secrétaire d'État à la Défense, Ben Wallace, une déclaration d'intention visant à renforcer la collaboration entre la Suisse et le Royaume-Uni. Le développement de la coopération en matière de formation militaire et dans le domaine technologique en est un exemple.

La déclaration d'intention est un instrument non contraignant, qui vise à mettre un cadre institutionnel au partenariat et à régulariser le dialogue entre la Suisse et le Royaume-Uni sur les nouvelles tendances, menaces et solutions

Politique de sécurité

Mise en place d'une commission d'étude

La guerre en Ukraine a radicalement changé la donne en matière de sécurité en Europe, soulevant également des questions fondamentales sur l'orientation future de la politique de sécurité de la Suisse. C'est pourquoi le DDPS met en place une commission d'étude chargée d'établir un rapport qui fournira des impulsions et des contributions au débat parlementaire et public, et servira également de document de référence pour le prochain rapport sur la politique de sécurité. Réunissant des représentantes et représentants des milieux politiques, scientifiques, économiques et de la société en général, la commission prendra appui sur une large base d'expertise. Elle sera présidée par Valentin Vogt, à la tête de l'Union patronale suisse jusqu'à fin juin 2023. Le Conseil fédéral a été informé de la création de cette commission lors de sa séance du 2 juin.

Par le passé, plusieurs commissions d'étude ont été mises sur pied en Suisse pour traiter de questions stratégiques après des changements significatifs de la situation en matière de politique de sécurité. Ainsi, de 1967 à 1969, la commission Schmid a élaboré le rapport sur les bases d'une conception stratégique de la Suisse, qui a influencé pendant des décennies l'orientation de notre pays en matière de politique de sécurité et de politique militaire. La commission Brunner a, pour sa part, été active de 1996 à 1998. Son rapport a confirmé la nouvelle voie adoptée par le Conseil fédéral vers une politique de sécurité plus ouverte. À l'époque, c'était le Département militaire fédéral qui avait mis en place ces deux commissions.

La politique de sécurité suisse à la lumière d'une nouvelle bipolarisation

Aujourd'hui, les défis d'une politique de sécurité qui puisse faire ses preuves à long terme et reposer sur une large base d'expertise sont au moins aussi importants qu'à la fin des années 1960 et 1990. Les commissions Schmid et Brunner ont traité en premier lieu du positionnement de la Suisse pendant et après la guerre froide. Aujourd'hui, il s'agit d'élaborer une politique de sécurité à la lumière d'une nouvelle bipolarisation qui pourrait s'installer durablement entre les pays occidentaux et la Russie et peut-être aussi la Chine. Cette politique doit servir de manière globale et à long terme les intérêts de la Suisse et correspondre à ses valeurs.

Evolution des menaces: premières conclusions

Le rapport du Conseil fédéral sur la politique de sécurité 2021 et le rapport complémentaire 2022 tiennent déjà compte de l'évolution des menaces et ont permis de tirer de

premières conclusions. Au vu des changements profonds et durables du contexte sécuritaire, une réflexion plus fondamentale sur la politique de sécurité suisse semble opportune.

Impulsions et contributions au débat

La cheffe du DDPS a donc mis sur pied une commission d'étude chargée de présenter une politique de sécurité qui puisse faire ses preuves à long terme. Le rapport de cette commission doit fournir en premier lieu des impulsions et des contributions au débat public et parlementaire, et servir également de document de référence pour le prochain rapport sur la politique de sécurité prévu en 2025. L'objectif est de bénéficier d'une large expertise et de perspectives différentes, externes à l'administration fédérale, pour mener un débat de société sur la politique de sécurité et contribuer à son orientation à long terme.

Une approche globale

Afin de pouvoir travailler sur des bases solides tant du point de vue du droit, de l'histoire, de la sécurité que des réalités politiques en Suisse et à l'étranger, la commission d'étude sera composée de personnes issues d'horizons divers.

Elle sera présidée par Valentin Vogt, à la tête de l'Union patronale suisse jusqu'à la fin juin 2023. Les membres potentiels de cette commission seront contactés dans les semaines à venir. Il s'agira notamment de parlementaires des différents groupes de l'Assemblée fédérale, de membres du corps professoral en droit international public et en relations internationales ainsi que d'expertes et d'experts indépendants dans le domaine de la politique de sécurité. Il faudra également veiller à ce que différentes générations et régions linguistiques soient représentées.

Conseil fédéral

Des véhicules 100% électriques

Le DDPS a acquis des véhicules officiels entièrement électriques pour le Conseil fédéral. La conseillère fédérale Viola Amherd est la première personne du gouvernement à recevoir une BMW i7 berline avec chauffeur. Deux autres véhicules sont également à la disposition des conseillers fédéraux Albert Rösti et Guy Parmelin. Le DDPS n'achète en principe plus que des véhicules 100% électriques pour les départements. C'est dans le sillage du train de mesures sur le climat prises par le Conseil fédéral pour l'administration fédérale que cette décision a été prise.

Base aérienne de Locarno

200 tonnes de CO₂ par an d'économisés

Début juin 2023, armasuisse Immobilier a officiellement remis pour utilisation la nouvelle centrale de chauffage à copeaux de bois de la base aérienne de Locarno à son commandement. La nouvelle installation, qui remplace un chauffage au mazout, permet d'économiser environ 75 000 litres de mazout par an. Les coûts de construction de la nouvelle centrale de chauffage à copeaux de bois et de l'assainissement des réseaux de chauffage à distance et d'électricité, qui se sont élevés à environ CHF 8,2 millions, ont été approuvés en 2017 avec le programme immobilier du DDPS. Grâce à la grande compétitivité de l'industrie régionale, plus de 80% des commandes ont pu être attribuées à des entreprises tessinoises.

Avec l'Allemagne et l'Autriche

Coopération dans le domaine de l'armement

La Suisse renforce sa coopération dans le domaine de la recherche et du développement à vocation militaire avec l'Allemagne et l'Autriche. Lors de sa séance du 21 juin 2023, le Conseil fédéral a approuvé un accord allant dans ce sens. Il s'agit essentiellement de mener des projets de recherche communs. En renforçant sa coopération avec les autorités allemandes et autrichiennes, la Suisse profite d'un transfert d'expériences et de compétences technologiques nécessaire pour mieux évaluer les futurs systèmes de l'armée, par exemple dans les domaines de l'approvisionnement énergétique durable et de la robotique.

Fermeture de la caserne **L'évolution inéluctable**

Lors de toute activité humaine, des changements surviennent. L'armée n'échappe pas à cette règle. Aussi, après des laps de temps plus ou moins longs, certains bâtiments sont désaffectés. Le lundi 8 mai 2023, afin de marquer le départ d'un site militaire, les organisateurs d'une rencontre utilisaient ce terme italien évocateur: «chiuso».



Le col EMG Guy Strickler et le br Silvano Barilli remettent la « clé » au conseiller d'Etat Romain Collaud.

Incorporés aux Ecoles ravitaillement 45, le col EMG Guy Strickler et ses subordonnés furent les derniers à utiliser la caserne fribour-

geoise de La Poya. Le 8 mai, l'officier supérieur remettait, symboliquement, une « clé » au repreneur des lieux, le conseiller d'Etat



Le sapeur Christophe Page.

Romain Collaud. Pour son canton, cet homme politique dirige les secteurs de la sécurité, de la justice et du sport. Implanté aux confins de la capitale, Fribourg, l'immeuble en question intéressera sûrement des investisseurs potentiels.

Des armés nouvelles

Peu après la fin de la Seconde Guerre mondiale, les autorités décidaient de construire la caserne de La Poya. L'historien Roland Ruffieux rappelle le contexte militaire, dans lequel ces travaux furent menés. «L'organisation de toutes les divisions, sauf une, en divisions de campagne, la motorisation étendue et l'apparition d'armes nouvelles (la mitrail-



Le col EMG Guy Strickler et le Lt col Theodor Biderbost. M. Thierry Steiert, syndic de Fribourg, Mme Lise-Marie Graden, préfète de la Sarine. Le col EMG Alois Schwarzenberger et le col Eric Radelfinger. L'adj maj Kevin Grangier. Il travaille pour la Formation au management, à l'information, et à la communication de l'armée suisse.



Des futurs professionnels de l'armée: le sgtm chef Paula Ruegg (aspirante), le sgtm chef Dominik Bachmann (aspirant), le Lt Raoul Tagmann (candidat). L'adj sof Thomas Brändli et l'adj EM Norbert Wyder. Le col EMG Hans-Ulrich Haldimann. Le col EMG Jacques Dousse.



Le col EMG Guy Strickler.



La troupe défile au centre de Fribourg.

leuse 51, la DCA légère à 3 tubes) rendent urgente la multiplication des places d'exercice. Fribourg répond à ces besoins par la construction de la caserne de La Poya (1949-1951), agrandie quelques années plus tard (1957) et par la rénovation de la caserne de La Planche (1973). L'aérodrome de Payerne s'étend également sur le territoire du canton, qui cède encore des places de tir à Grandvillard (surtout pour la DCA) et dans le Gibloux. La motorisation explique l'ouverture du PAA de Romont (1955), la construction de la place de Drogens (1968) et du centre de réparation de Grolley (1973)». (Voir: Encyclopédie du canton de Fribourg, 1977, t. 1, p. 211).

Aujourd'hui, les hommes et les femmes des Ecoles ravitaillement 45 ont déménagé; stationnés à Drogens, ils peuvent à nouveau constater des mutations. Récemment, un rédacteur de l'Administration militaire rappelait les faits suivants: «en 1989, la chute du mur de Berlin correspondait au début du dégel géopolitique. Des répercussions furent ressenties sur l'institution militaire suisse. Remplaçant le concept Armée 61, les réformes Armée 95 et Armée XXI amenèrent des réaménagements des infrastructures. Bientôt, les usagers de la place d'armes de Drogens bénéficièrent d'une extension de la caserne».



Les soldats à cheval ouvrent le cortège.

Liesse, en ville de Fribourg

Le 8 mai 2023, dans la halle 6 de la caserne de La Poya, des invités étaient venus en nombre. Des anciens commandants égre-



Le col EMG Daniel Mauron et le col Luc Monnier.

naient leurs souvenirs. On reconnaissait les col EMG Jacques Dousse, Hans Schori, et Hans-Ulrich Haldimann. Parmi les autres orateurs, Le br Silvano Barilli évoquait des prestations militaires futures; supérieur direct du col EMG Strickler, le br Barilli dirige la Formation d'application de la logistique.

Ensuite, astreints au service obligatoire, des soldats défilaient en ville de Fribourg. De plus, les organisateurs honoraient les ancêtres. Les spectateurs apercevaient des hommes revêtus d'uniformes anciens, des répliques de ceux portés en 1804. Cette troupe particulière est dénommée ainsi: «Contingent des Grenadiers fribourgeois, Garde d'honneur officielle des Autorités supérieures du Canton de Fribourg en Suisse». Le cdt Pierre Dessibourg fonctionne à la tête dudit Contingent. P.R.



Le cdt Pierre Dessibourg annonce le Contingent au col EMG Strickler, au conseiller d'Etat Collaud, au br Barilli.



hommes du Contingent tirent une salve d'honneur.

Les Cahiers de la Renaissance vaudoise

Neutre - La Suisse à l'ère de la guerre hybride

La reprise en bloc des sanctions européennes contre la Russie signe-t-elle la fin de la neutralité helvétique, ou n'est-ce qu'une nouvelle adaptation d'une notion à géométrie variable ?

Pour la première fois depuis février 2022, un ouvrage examine la neutralité et les engagements de la Suisse dans la crise actuelle, avec des points de vue historique (Jean-Jacques Langendorf et Pierre Streit), militaire (Edouard Hediger), juridique (Jérémy-David Benjamin) et politique (Jean-Baptiste Bless et Félicien Monnier). La majorité de ces auteurs n'a pas connu la Guerre froide. Loin d'une nostalgie helvétisante, ils réaffirment le sens et la pertinence de la neutralité de la Suisse dans un monde en ébullition. Rappelant que la politique internationale est d'abord faite d'intérêts, l'ouvrage interroge la pertinence, pour la Suisse, de s'aligner sur un axe Washington-Bruxelles-Kiev au nom d'un prétendu « bloc de valeurs démocratiques ». Dans une perspective à long terme, la neutralité sert d'abord l'unité de notre Confédération – aux communautés et aux cultures multiples.

Escalade des mesures vers la guerre

Edouard Hediger, après avoir défini la notion de guerre hybride, présente les différences de doctrines entre Occident et Russie au sujet de l'escalade des mesures vers la guerre. Les Russes ne font pas de distinction entre les armes, qu'elles soient balistiques, diplomatiques, cyber ou économiques, et subordonnent le tout à la volonté politique

du chef. Ainsi, les sanctions économiques sont déjà fondamentalement un acte de coercition belliqueux. Alors que la guerre se porte dans les sphères cyber, informationnelles et économiques, la Suisse a beau être un îlot entouré par l'UE et l'OTAN, elle peut être aujourd'hui impliquée dans des conflits où il n'est plus nécessaire de traverser des frontières pour attaquer.

Quant à Félicien Monnier, il distingue entre morale individuelle et morale politique pour récuser toute accusation d'« indécence » dans la neutralité. Un État a pour mission de réaliser le bien commun, en préservant le cadre de vie de ses citoyens pour leur permettre de déployer leur liberté individuelle. Le jeu d'équilibre de la neutralité donne aux réalités nationales suisses leur place dans l'ordre du monde. com

En quelques lignes...

Dans l'ère de détente qui suivit l'effondrement de l'Union soviétique et de ses satellites, dans cette fatale époque d'illusions, de dialogue, de mains tendues, de dividendes de la paix, de léchages sociaux et diplomatiques de museaux, le sens de la neutralité, conjointement avec celui des traquenards de l'histoire, échappera complètement à nos élites politiques.

Jean-Jacques Langendorf

Trois questions à Félicien Monnier

A qui s'adresse ce livre ?
Félicien Monnier, président de la Ligue vaudoise: A tous ceux, qu'ils soient pour ou contre la neutralité, qui en parlent de manière trop théorique et abstraite. On ne peut pas mener de débat sérieux sur la neutralité sans replacer celle-ci dans le contexte historique et politique de la Suisse et sans réfléchir à ses implications concrètes.

Beaucoup de choses ont déjà été écrites sur ce thème. Est-ce que cette publication apporte quelque chose de nouveau ?

F. M.: La Ligue vaudoise soutient une approche originale et complète de la neutralité. Le faire dans un livre nous a permis de prendre de la hauteur par rapport au flot des informations quotidiennes qui se déverse sur nos écrans de smartphones. Pour nous, la neutralité n'est pas simplement un élément de l'« identité suisse ». Elle constitue une attitude politique développée au cours de l'histoire – bien avant sa consécration internationale en 1815 – et qui mérite d'être défendue pour ce qu'elle recouvre,

ce qu'elle protège et ce qu'elle représente en termes de réalités politiques concrètes et objectives. La neutralité poursuit de manière complémentaire des buts externes, en permettant à la Suisse de jouer une partition qui lui est propre sur la scène internationale et en offrant ce qu'on appelle des « bons offices »; mais aussi des buts internes, en préservant l'unité d'une Confédération parcourue de multiples frontières mouvantes et en assurant ainsi le fonctionnement de ses institutions et l'intégrité de son territoire.

Vous articulez la neutralité avec l'obligation de servir au sein de l'armée de milice...

F. M.: Oui. Le corollaire de l'obligation de servir est qu'on ne peut pas donner n'importe quelle mission aux soldats de milice: on peut exiger d'eux qu'ils défendent le territoire suisse, mais on ne peut pas les envoyer faire la guerre à l'étranger. L'armée de milice oblige donc la Suisse à adopter une position neutre en même temps, la neutralité oblige la Suisse à interdire son territoire aux belligérants, et donc à maintenir son armée de milice. com



Le modèle suisse de neutralité renvoie à une conception de la « défense active », voire de la « défense générale », deux expressions bien connues durant la Guerre froide mais un peu rapidement oubliées ensuite. [...] La « défense active » implique pour un État comme la Suisse d'avoir la capacité de se défendre militairement, de le faire seul jusqu'à un certain point et durant un certain temps.
 Pierre Streit

Parce qu'elles se veulent aujourd'hui coercitives, les sanctions relèvent plus du hard power que du soft power. Bien qu'elles soient un outil essentiellement symbolique utilisé faute de pouvoir recourir à l'outil militaire, même uniquement dissuasif, et bien que leur efficacité soit discutable, les sanctions sont sans conteste une arme de la guerre hybride.

Edouard Hediger

Si les décisions et les déclarations de notre gouvernement ne sont plus perçues comme allant dans le sens de la neutralité, celle-ci tombe d'elle-même. Nous avons beau la réaffirmer, elle a perdu sa crédibilité. Ce ne sont pas les juristes de l'administration fédérale qui peuvent proclamer unilatéralement notre neutralité; elle doit aussi être acceptée et reconnue par le reste du monde.

Jean-Baptiste Bless

À défaut d'un mandat politique clair autour du concept de neutralité, notre pouvoir exécutif applique par défaut un critère de continuité. Il convient cependant de garder à l'esprit que ces vingt dernières années sont aussi le fruit d'un contexte géopolitique marqué par l'unipolarité de la « Pax Americana ».

Jérémy-David Benjamin

Commander en ligne:
www.ligue-vaudoise.ch/cahiers/81
 ou avec le bon de commande en page 4

Commandants d'arrondissement

Assemblée générale de l'Association suisse à Sion

Le 26 mai 2023, le canton du Valais a accueilli la 61^e assemblée des membres de l'Association suisse des commandants d'arrondissement (ASCA).

Dans la salle du Grand Conseil à Sion, le président, le colonel Daniel Bosshard, a accueilli un nombre imposant de membres et d'invités. Les participants ont été accueillis par un sympathique message de bienvenue du conseiller d'Etat valaisan Frédéric Favre.

Conclusion positive de l'agenda 21-23

L'ordre du jour statutaire s'est déroulé sans encombre. Le rapport annuel du président a permis de prendre connaissance du résultat réjouissant de la mise en œuvre des points de l'agenda des deux dernières années. Il s'agissait notamment de

- L'engagement pour l'égalité des chances des conscrits lors du recrutement;
- L'introduction de la nouvelle pré-orientation, uniforme et ciblée, comme premier contact avec les jeunes citoyennes et citoyens;
- Le développement de la journée d'information avec l'introduction du système de place de marché;
- L'accent mis sur les journées d'information volontaire et les autres formats d'information pour attirer et promouvoir le potentiel des femmes dans l'armée;
- L'organisation de cérémonies de libérations dignes et valorisantes pour les militaires en fin de service obligatoire, qui contribuent à créer des liens entre les anciens militaires et l'armée;
- Promouvoir l'échange d'informations et d'idées tant avec les partenaires de l'ASCA qu'entre eux sur tous les domaines spécialisés des commandants d'arrondissement.

Ne pas être à la traîne en matière de numérisation

Les projets de numérisation qui se trouvent dans différentes phases de mise en œuvre accompagneront également les administrations militaires cantonales au cours des prochaines années et modifieront les tâches dans les commandements d'arrondissement. Ceci en particulier dans l'interaction avec les citoyens, jusqu'au remplacement du livret de service par une solution de portail. De plus en plus d'activités administratives connaissent une transformation grâce à la numérisation. Il est donc d'autant plus important que des spécialistes participent aux différents programmes et projets, ce que l'ASCA a bien réussi à faire jusqu'à présent et qui restera une priorité élevée.

Nouvelle direction

Après dix ans au sein du comité, dont deux ans en tant que vice-président et quatre ans en tant que président, le colonel Daniel

Bosshard ZH quitte le comité. Chef exemplaire, il a incarné la présidence de l'ASCA avec tout son dynamisme et s'est toujours engagé en faveur des cantons. Il mérite un grand merci.

L'ancien caissier, le colonel Gregor Kramer TG, a été élu nouveau président. Avec l'élection des commandants d'arrondissement, le lieutenant-colonel Andreas Kieni GR et le lieutenant-colonel Patrick Koller AG, le comité est au complet et prêt à relever les défis des deux prochaines années avec une grande motivation. La prochaine assemblée générale aura lieu le 23 mai 2025 dans le canton d'Appenzell Rhodes-Intérieures.

Une reconnaissance vécue

Une finale digne - une reconnaissance vécue La partie officielle de la réunion à Sion s'est terminée par l'excellent exposé du chef du



Passation de la présidence du colonel Daniel Bosshard ZH au colonel Gregor Kramer TG

commandement de l'instruction / remplaçant du chef de l'armée, le commandant de corps Hans-Peter Walser. Il a remercié les responsables pour leur travail quotidien dans toutes les régions du pays et a souligné l'importance de la collaboration entre la Confédération et les cantons.

Avec les officiers vaudois

Danse au Musée Olympique

La Société Vaudoise des Officiers annonce avec enthousiasme le retour du Bal des Officiers, qui aura lieu le 11 novembre 2023 au Musée Olympique de Lausanne. Après une quinzaine d'années d'absence, cet événement très attendu promet d'être une soirée inoubliable réunissant des officiers, leurs invités et des personnalités militaires de renom.

Sous la direction du Capitaine Philippe Ganz, un nouveau comité dédié à l'organisation du bal a été formé, composé principalement d'officiers et de leurs proches. Ce comité travaille sans relâche pour créer un événement à la hauteur des attentes de la communauté des officiers vaudois et de leurs accompagnants.

Le Bal des Officiers de la SVO offre l'occasion de célébrer l'héritage et la camaraderie de cette société prestigieuse. C'est également une opportunité spéciale pour les jeunes officiers qui n'ont pas pu avoir leur bal de fin d'école d'officiers en raison de la pandémie de COVID. La soirée permettra de célébrer leurs accomplissements et de

rencontrer leurs pairs dans une ambiance de camaraderie unique.

Le choix du Musée Olympique de Lausanne comme lieu d'accueil symbolise les valeurs d'excellence, de dépassement de soi et de fair-play. Le musée offre un cadre magnifique avec son club Cubertin et Tom Café, offrant une vue imprenable sur le lac Lemman et les marches menant au musée.

La SVO utilisera les réseaux sociaux pour partager régulièrement des informations sur le bal. Suivez-nous sur nos comptes officiels ofvd.ch, Instagram et Facebook pour les dernières nouvelles et les préparatifs passionnants entourant cette soirée exceptionnelle.

Nam sur INTERNET

www.revue-nam.ch

Le Musée du Fort de Chillon Première bougie soufflée

Le Musée du Fort de Chillon tire un bilan positif de sa première année d'ouverture consécutive. En majorité romand, le public est attiré par la visite ludique et interactive de cette nouvelle offre culturelle présentant une partie de l'histoire suisse de manière avant-gardiste. La création d'activités complémentaires, telles que des anniversaires pour les enfants, des brunchs ou encore l'organisation de séminaires, contribue également à la bonne fréquentation de la forteresse. Dynamique et inventive, l'équipe du Fort prévoit même pour cet été des expositions d'art dans ses salles d'événements.

Ce mois de mai marque les 1 an d'ouverture consécutive du Fort de Chillon. Pour rappel, le musée a été inauguré en décembre 2020 après plusieurs reports dus au Covid-19. Toutefois, pour une courte durée uniquement, puisque les vagues épidémiques se sont succédées. C'est seulement en mai 2022, après la levée des dernières mesures sanitaires, que le Fort a pu véritablement ouvrir ses portes au public.

Un intérêt réjouissant pour le Fort

Pour marquer ce premier anniversaire, la conseillère d'État Isabelle Moret a été invitée à visiter le Fort. «Bien qu'organisée dans un cadre privé, sa venue prévue le samedi 3 juin prochain témoigne de son intérêt pour notre site», déclare Christophe De Rham qui souffle lui aussi tout bientôt sa première bougie à la tête du monument historique. En parallèle, la RTS s'est également intéressée à la forteresse militaire. Elle sera mise en avant de manière humoristique dans l'émission «52 minutes» diffusée d'ici la fin du mois.

Un public enthousiaste répond présent

Le bilan de cette première année d'exploitation est très positif en termes de fréquentation puisque près de 25'000 personnes se sont immergées dans la forteresse militaire. «Cela correspond aux objectifs que nous avons fixés pour une année normale. Au sortir de la pandémie, c'est donc un excellent résultat», s'exclame le directeur.

Venus de Suisse principalement et plus particulièrement de Romandie à plus de 75%, les visiteurs ressortent enchantés d'avoir découvert un musée ludique et interactif mêlant ambiances visuelles et sonores ainsi que réalité augmentée, leur faisant revivre de près le quotidien des soldats.

Des offres variées d'animations

En plus de la visite du Fort, des offres ont été créées pour fidéliser le public régional, telles que l'organisation d'anniversaires pour les enfants ou encore des brunchs pour toute la famille à certaines occasions comme à Pâques ou à la Fête des mères. La location

de salle pour des séminaires avec apéritif ou repas séduit également les entreprises et associations à la recherche d'un lieu atypique. «Nous avons la chance d'avoir notre propre restaurant au sein du Fort, ce qui facilite la mise en place d'offres de restauration», affirme le nouveau gestionnaire du site diplômé en hôtellerie.

D'autres idées pour animer le musée ne manquent pas. «Le Fort dispose de 2 salles d'événements que nous aimerions exploiter au maximum tant pour l'organisation d'événements que pour y accueillir des expositions», précise avec enthousiasme Christophe Morard, en charge à la fois du marketing et des événements. C'est ainsi que les visiteurs auront la chance d'y découvrir 2 œuvres de l'artiste Raphi Buttet en place de mi-juin à mi-septembre, tout comme une exposition d'art graphique du Collectif Lausannois PBK9 tout le mois de juillet.

Une notoriété à faire croître

La première mission du fort était de passer inaperçu durant son activité militaire; elle est maintenant à l'inverse de s'ouvrir au monde pour faire découvrir son histoire passionnante au plus grand nombre! Loin de l'objectif d'attirer des foules de touristes comme son voisin d'en face, le Fort de Chillon souhaite néanmoins élargir sa clientèle en intensifiant ses efforts de promotion outre-Sarine et dans les pays voisins, où il y a un intérêt certain pour la thématique.

Pour tout renseignement:
Christophe De Rham, Directeur
Fort de Chillon SA
Avenue de Chillon 22
1820 Vevytau

christophe.derham@fortdechillon.ch
www.fortdechillon.ch

Informations pratiques

PRACTICAL INFORMATION – PRAKTISCHE INFORMATIONEN

Ouverture: Mercredi au dimanche de 10h00 à 18h30 (dernière entrée 17h)

Opening: Wednesday to Sunday from 10:00am to 6:30pm (last entry 5:00pm)

Öffnung: Mittwoch bis Sonntag von 10:00 Uhr bis 18:30 Uhr (Letzter Eintritt 17:00 Uhr)

Temps de visite moyen: 1h30
Average visit duration: 1.30 hours
Durchschnittliche Besuchsdauer: 1 Stunde 30

Le nombre maximum de visiteurs étant limité, il est fortement conseillé de réserver vos visites à l'avance.
As the maximum number of visitors is limited, we strongly advise you to book your visits in advance.

Da die Anzahl der Besucher begrenzt ist, raten wir Ihnen dringend, Ihre Besuche im Voraus zu buchen.



Bateau CGN
Arrêt / Stop / Haltestelle → Château-de-Chillon

Train
Direct / Directe → Montreux
Regional / Regional → Vevytau-Chillon

Bus 201
Arrêt / Stop / Haltestelle → Chillon

Lausanne 35 min

Berne 60 min

Vevey

Montreux

Villeneuve 5 min

Genève 70 min

Facebook – Instagram – LinkedIn
#fortdechillon

Fort de Chillon SA
Avenue de Chillon 22, 1820 Vevytau

+41 21 552 44 55
info@fortdechillon.ch

Boutique

THE SHOP – DER SHOP

Au sein de l'ancien magasin à munitions, de la ration de survie aux souvenirs du Fort, laissez-vous surprendre par notre choix d'assortiments.

In the former ammunition depot, from survival rations to Fort souvenirs, you will find everything you need.

Im ehemaligen Munitionsmagazin finden Sie von der Überlebensration bis hin zu Souvenirs aus dem Fort alles, was Sie brauchen.



Restauration

FOOD & BEVERAGE – GASTRONOMIE

Installez-vous à la «Konkordiaplatz», là où les soldats se sont assis avant vous, et laissez-vous séduire par notre nouvelle carte de plats typiques revisités par notre chef.

Sit down at the «Konkordiaplatz», where the soldiers sat before you, and let yourself be seduced by our new menu of typical dishes revisited by our chef.

Verweilen Sie gemütlich auf dem «Konkordiaplatz», wo die Soldaten vor Ihnen gesessen haben, und lassen Sie sich von unserer neuen Speisekarte mit typischen Gerichten, die von unserem Küchenchef neu interpretiert wurden, verführen.

Association

ASSOCIATION – VEREIN

LES AMIS DU MUSÉE DU FORT DE CHILLON

Vous aimez le Fort? Participez à des activités privilégiées et continuez à faire vivre l'histoire de nos soldats au travers de notre association.

Did you enjoy your visit? Keep the history of our soldiers alive through our association.

Gefällt Ihnen das Fort? Lassen Sie die Geschichte unserer Soldaten durch unseren Verein weiterleben.

amis@fortdechillon.ch



fortdechillon.ch



Développement de l'armée

Bilan positif

Le développement de l'armée (DEVA) a fait ses preuves. L'armée a majoritairement atteint son objectif d'orientation moderne et flexible vers l'avenir. Tel est le résultat du rapport final sur la mise en œuvre du DEVA, approuvé par le Conseil fédéral lors de sa séance du 2 juin 2023 et transmis au Parlement. Le rapport expose également la manière dont les capacités de l'armée doivent évoluer et comment l'armée entend relever les défis qui subsistent dans les domaines de l'équipement et de l'alimentation en effectifs.

Commencée en 2018, la mise en œuvre du DEVA s'est terminée le 31 décembre 2022. Son objectif était d'orienter l'armée de manière moderne et flexible vers l'avenir. Pour ce faire, il était nécessaire d'augmenter la disponibilité, d'améliorer la formation des cadres et l'équipement, et de renforcer l'ancrage régional de l'armée.

Dans le rapport final sur sa mise en œuvre, le Conseil fédéral parvient à la conclusion que le DEVA a globalement fait ses preuves. Les objectifs ont été atteints en ce qui concerne l'augmentation de la disponibilité, l'amélioration de la formation des cadres et l'ancrage régional. Ainsi, dès le début du DEVA, l'armée a pu accroître sa disponibilité par étapes. Elle a réintroduit la mobilisation et créé de nouveaux processus de mobilisation. En parallèle, l'armée a continué de remplir tous les engagements demandés durant la réalisation du DEVA, notamment des services d'appui en faveur des autorités civiles pendant la pandémie de COVID-19.

Formation des cadres plus efficace et meilleur ancrage régional

L'organisation de la formation des cadres a aussi pu gagner en efficacité, en particulier parce que les aspirants paient à nouveau leurs galons en effectuant une école de recrues complète. Il a en outre été possible d'accroître l'attractivité de l'instruction militaire en prenant diverses mesures, par exemple en introduisant des indemnités de formation pour les cadres de milice ou en obtenant une reconnaissance plus large des acquis de l'instruction militaire par des institutions de formation civiles. Le DEVA a également permis un meilleur ancrage régional de l'armée grâce à la subordination de corps de troupe supplémentaires aux divisions territoriales, et au renforcement de la collaboration régionale entre partenaires militaires et civils.

De plus, durant la mise en œuvre du DEVA, la thématique cyber n'a cessé de gagner en importance. Afin de développer sa capacité de cyberdéfense de façon continue, l'armée a donc introduit son propre stage de formation cyber, créé un cyberbataillon et commencé à mettre sur pied un commandement Cyber.

Des défis demeurent

Même après le DEVA et malgré l'introduction de mesures d'amélioration, certains défis restent toutefois à relever, comme équiper les

troupes au complet. L'armée dispose certes de suffisamment de systèmes pour les engagements les plus probables à court et moyen terme, mais il s'agit de l'équiper aussi à plus long terme, en renforçant durablement sa capacité de défense.

De plus, l'alimentation en effectifs, en particulier ceux de la troupe, demeure un défi pour l'armée. Durant la mise en œuvre du DEVA, l'armée a pris des mesures en ce sens. Elles concernaient entre autres une meilleure conciliation de la vie privée avec les obligations militaires, une flexibilisation du recrutement et du début du service et une amélioration de la communication et de l'information. Les départs – surtout vers le service civil –, les changements sociaux et la difficulté de trouver suffisamment de spécialistes qualifiés sont autant de facteurs qui contribuent à la persistance de cette problématique, même après le DEVA.

Options à moyen terme pour améliorer l'alimentation en effectifs

Avec la première et la deuxième partie du rapport sur l'alimentation de l'armée et de la protection civile, le Conseil fédéral a chargé le DDPS de présenter, dans le rapport final sur le DEVA, des propositions d'amélioration de l'alimentation en effectifs à moyen terme. Une meilleure conciliation du service militaire et de la vie civile, un attachement plus fort des militaires astreints à l'armée, davantage de place faite aux fonctions spéciales ou de flexibilité offerte pour remplir les obligations militaires figurent parmi les options envisagées.

Le rapport expose également la manière dont les capacités de l'armée doivent évoluer et comment l'armée entend relever les défis qui subsistent dans les domaines de l'équipement et de l'alimentation en effectifs. Afin de tenir compte de l'évolution géopolitique, sociétale et technologique, l'armée poursuivra son développement de façon continue et prévisionnelle, même après le DEVA. Il est prévu d'axer ses capacités davantage sur les menaces hybrides et la capacité de défense. Le DEVA constitue la base d'une transformation continue de l'armée. Les évolutions futures ne seront plus mises en œuvre au moyen d'une réforme de l'armée à un moment donné, comme c'était le cas jusqu'à présent, mais au fur et à mesure des besoins, à travers des révisions de la loi.

Un apprenti

Avec la tête sur les épaules

Lu dans les pages Migros-Vaud 22.5.2023, «A l'école, j'avais de la facilité, mais je m'ennuyais beaucoup, il n'était donc pas envisageable de continuer des études. Mon projet à moyen terme est d'intégrer l'armée, mais pour cela, je dois d'abord faire mon service obligatoire et être en possession d'un CFC. Je me suis donc mis à la recherche d'une place d'apprentissage. Je voulais un travail qui bouge et où il y a des contacts humains. Et si, au départ, je n'avais pas pensé au secteur du commerce de détail, c'est celui qui correspondait le mieux à mes attentes». Voilà un jeune apprenti heureux!

Caserne inaugurée

De la ville de Genève à Epeisses

Un communiqué nous apprend que la nouvelle caserne d'Epeisses (GE) a été inaugurée lundi 24 avril dernier après quatre années de travaux. L'événement constitue la dernière étape du redéploiement de l'armée dans le canton de Genève, précise le Département de la sécurité, de la population et de la santé. C'est donc terminé les recrues en ville de Genève et de l'école de recrues CITS 76 de la FOAP Génie/sauvetage/ NBC.

Les ratés

1003 signalements

L'an dernier, la Centrale d'annonce des ratés exploitée par l'armée a éliminé 250 ratés (munitions trouvées et rebuts de munition) suite à 1003 signalements. Ces derniers ont augmenté de 10% par rapport à 2021 (908). Au total, 3751 objets ont été éliminés, dont 250 (7%) étaient réellement des ratés, a annoncé le DDPS.

Suède

Exercice d'envergure

Avec pas moins de 2600 militaires venant de 14 pays, la Suède a lancé le lundi 17 avril 2023 son plus important exercice militaire depuis vingt-cinq ans, au moment où le pays scandinave fait face à une adhésion bloquée à l'OTAN. «Les exercices ont eu lieu dans les airs, sur terre et en mer, dans une grosse partie du pays, ont annoncé les forces armées suédoises. Les manœuvres se sont terminées le 11 mai dernier et se sont concentrées sur le nord et le sud du pays, ainsi que sur l'île stratégique de Gotland a précisé l'armée.»

La vie des sections

ASSO - Association suisse de sous-officiers
ASSU - Associazione Svizzera di Sottufficiali



Président central: sgt Christophe Croset

Secrétariat central: Genny Cramer
079 654 65 62, genny.cramer@suov.ch

Adresse internet: www.suov.ch

Nam: Pour vos textes ASSO, pub et tarifs, renseignements en page 5

Date à retenir

- **Samedi 16 septembre 2023:** 4^e concours de la FVASSO à Reconvilier.

Section de Sion

La conduite et le patrimoine

En menant une vie associative, les citoyens-soldats perfectionnent leurs connaissances militaires. Parallèlement, ils s'intéressent au passé. Les prédécesseurs ont laissé des expériences et des souvenirs; les contemporains en profitent.



Le sgtm chef Jean-François Villettaz.

Le col Jacques-Antoine Diserens et le sdt Joachim Vuignier.

Samedi 4 mars 2023, à Sion, les membres locaux de l'Association suisse des sous-officiers se réunissaient en assemblée générale. Le président, le sdt Joachim Vuignier transmettait les salutations d'un adhérent très âgé; en effet, M. André Rapillard avait débuté sa 102^e année...

Tactique, maîtrise des armes

La rencontre se déroulait dans la salle du Grand Conseil du canton du Valais. Quelques personnalités civiles avaient fait le déplacement. Citons le président de la ville de Sion, M. Philippe Varone, et la cheffe du Service cantonal de la sécurité civile et militaire, Mme Marie-Claude Noth-Ecoeur.

Dirigeant à l'ASSO Sion, le sgtm chef Jean-François Villettaz présentait quelques épreuves. Citons, par exemple, cet exercice tactique. Deux groupes s'affrontent, l'un agresse, l'autre refuse de se soumettre. Le second devient partisan, il défend le territoire de son pays, les institutions et les points névralgiques. Lors de telles circonstances,



Mme Marie-Claude Noth-Ecoeur et M. Philippe Varone.



L'adj chef Emmanuel Pellaud et l'adj chef Christian Roduit.



Le cap Jean-Michel Truffer et le cap Lucas Bressoud.



Le plt Frédéric Lovis.

Le sgt Christophe Croset et l'adj sof Jacques Pellet.

une OPFOR est engagée (cet acronyme anglais désigne une «opposing force»). L'unité en question sert «à des fins d'entraînement, pour des scénarios de jeux de guerre».

Les sous-officiers séduois s'intéressent encore au combat de localité. Ils conduisent des hommes, manœuvrent en milieu urbain, donnent l'ordre de faire feu, utilisent des grenades, débusquent des ennemis cachés dans des logements, etc.

Ces cadres intermédiaires ont des modèles. A Sion, ils mentionnaient le sgtm américain Léon L. Van Autreve (1920-2002). Devenu célèbre pour ses faits d'armes (Seconde Guerre mondiale, conflit au Viêt-nam), Van Autreve cherchait à valoriser davantage les décisions de conduite des sous-officiers.

L'artillerie d'autrefois

Le 4 mars 2023, parmi les orateurs, on reconnaissait le col Pascal Bruchez. Cet officier supérieur a écrit un livre, intitulé: «Dailly, une batterie d'exception, les tourelles de 15 cm, 1952-2012» (Saint-Maurice, Association Saint-Maurice d'études militaires, 2012, 227 pages illustrées).

Cet artilleur présentait la CIPAD (le sigle se rapporte à une «Communauté d'intérêts pour l'artillerie de Dailly»). Le col Bruchez exposait les buts d'une telle association: la sauvegarde d'une partie déterminée des installations militaires du site de Dailly (commune de Lavey/Morcles/YD) et de Sapinhaut (commune de Saxon/VS), offertes par la Confédération, selon une convention spécifique; la mise en valeur, au moyen de visites et de conférences, en relation avec l'artillerie de forteresse, l'infanterie et la DCA d'appui, ainsi que le renseignement militaire; l'entretien courant.

En 2006, le cdt C Dominique Andrey faisait ce commentaire. «Au fil des décennies, le dispositif tactique s'est étendu d'une simple défense du passage de Saint-Maurice à la recherche d'une maîtrise de la totalité de l'axe, depuis le col du Grand-Saint-Bernard jusqu'au lac Léman, ainsi que des vallées et accès annexes. Le site de Dailly est cependant toujours au centre géographique et névralgique du dispositif, et a dû se mettre en mesure d'intervenir dans l'ensemble du secteur concerné». Donc, dans la salle du Grand Conseil valaisan, l'histoire militaire intéressait l'auditoire. Un des participants à la journée, le col EMG Theodor Wyder a lui-même rédigé une monographie spécifique: «Sion et l'armée» (Sion, La Matze, 1991, 189 pages illustrées).



P.R. Le lt col Roger Haupt et le col Pascal Bruchez.

Section de Lausanne

Assemblée générale

Le sous-officier, à travers les âges

Au long de l'histoire, dans l'intérêt de toute l'institution militaire, les cadres intermédiaires ont valorisé leurs missions. Quelques personnalités rendent témoignage à ce sujet.



Le maj Louis-Daniel Jaccoud; le plt Marc Abetel; l'adj EM Billy Meyer.

Ainsi, le premier ministre britannique Winston Churchill (1874-1965) parlait des temps qui ne devraient pas se suivre, sans se ressembler: «un pays qui a oublié son passé, n'a pas d'avenir». Churchill s'intéressait à la défense de la Suisse. Peu après la Seconde Guerre mondiale, il rendit visite au général Henri Guisan. Plus tard, le président français Jacques Chirac (1932-2019) relevait les qualités spécifiques des caporaux ou des sergents. «Au contact direct des hommes et des systèmes d'armes, trait d'union entre le commandement et l'exécution, ils sont ceux par qui la mission est remplie ou échoue. C'est à eux que vient la responsabilité de l'ordre ultime ou du geste décisif». Aujourd'hui, l'adj chef Patrick Robatel s'intéresse au corps des sous-officiers. Etudiant des époques anciennes, jusqu'à celle vécue actuellement, l'adj chef Robatel a réuni une abondante documentation. Il la présentait devant ses camarades de l'ASSO Lausanne.

Un président d'honneur

Jeudi 30 mars 2023, dans le cadre de «Verte-Rive» à Pully (l'ancienne propriété du gal Henri Guisan), les membres de ladite association tenaient leur assemblée générale. Le président, l'adj EM Billy Meyer faisait part de plusieurs points positifs. L'effectif actuel se monte à 193 adhérents. Né en 1942, actif à l'ASSO Lausanne depuis 1965, le sgt Claude Michlig a été nommé président d'honneur. Pour cette soirée du 30 mars 2023, plusieurs officiers avaient fait le déplacement. Parmi eux, citons le div Mathias



Le sgt Samuel Matthey, chef technique et le sdt Gaëtan Dubuis, vice-pdt, resp. communication, membres du Comité ASSO Lausanne.

Tüscher, le col EMG Christophe Gerber, le col EMG Philippe Masson, le maj Louis-Daniel Jaccoud.

Influence française

L'adj chef Robatel parlait des similitudes que l'on a pu observer, durant des millénaires, dans les armées. Commandant chacun 10 hommes, les décurions romaines correspondaient aux sergents de maintenant. Les pecuarii (préposés aux fournitures) exécutaient des travaux semblables à ceux des fourriers. Devenus instructeurs de la légion, désignés par le terme exercitator, d'autres dirigeants remplissaient des fonctions proches de celles des adjudants-chefs.

Plus particulièrement, pour ce qui concerne les questions militaires en Suisse, l'influence de la France est manifeste. Depuis la fin du XV^e siècle, jusqu'au début du XIX^e, 1 100 000 hommes confédérés quittaient leur patrie pour rejoindre le territoire de l'hexagone. Accomplissant un service étranger, ces gens acquéraient des solides expériences. Revenus au pays d'origine, ils étaient fort appréciés pour enseigner des soldats.

Vers 1850, le Lt col Friedrich Mezener (1832-1878) faisait un commentaire sévère. L'officier supérieur comparait les cadres qui s'étaient premièrement expatriés, et les autres. La formation des recrues se trouvait entre les mains d'instructeurs portant le grade de sous-officier (bas officier); ils étaient choisis, pour la plupart d'entre eux, parmi les troupiers ayant réussi un engagement à l'extérieur. Selon le Lt col Mezener, parce qu'ils restaient en Suisse, les sous-officiers et les officiers ne pouvaient assumer la pédagogie en question, «ils en étaient incapables».

En 1874, l'armée fédérale fut constituée. Alors, les citoyens-soldats constatèrent des améliorations notables. Mais, à n'importe quelle époque, les militaires ont considéré la position du sous-officier, relativement à l'ensemble de la troupe. Ainsi, un jour de 1907, un dirigeant faisait des réflexions sur l'avancement. «Le sergent-major et le fourrier devraient également pouvoir accéder à des charges plus élevées. Ma proposition est donc d'ouvrir la voie à chaque soldat qualifié, non seulement vers les postes d'officiers, mais aussi vers ceux des sous-officiers».

P.R.



Le sgt Claude Michlig. L'adj sof Thierry Christinat, porte-drapeau. Le col EMG Christophe Gerber et le col EMG Philippe Masson. L'adj sof Pascal Falcy; Mme Viviane Gay. Le div Mathias Tüscher.



L'adj EM Ludovic Progin et l'adj chef Patrick Robatel.



L'adj sof Daniel Bocion.



Le sdt Catherine Bolens et l'adj EM Cédric Meillaud.



Le sgt Kim Gaberel, secrétaire.

ASSO Suisse

L'Association suisse des sous-officiers à sa première vice-présidente

Une nouvelle vice-présidente, un site web actualisé et le team de démonstration Swiss Parawings. Lors de la 160^e assemblée des délégués de l'association suisse des sous-officiers du 06 mai 2023, un temps fort en a chassé un autre.

Des applaudissements nourris ont suivi l'élection de l'adjudant-chef Leyla Manzoni à la vice-présidence de l'Association suisse des sous-officiers. La Tessinoise est présidente de l'association des sous-officiers de Bellinzone, s'engage depuis 2018 au sein du comité central et devient maintenant la première femme à devenir le bras droit du président. Elle succède au colonel Jens Haasper, qui a quitté ses fonctions cette année après avoir siégé pendant de nombreuses années au comité central.

Les 60 délégués ont également élu l'adjudant d'état-major Peter Gasser au comité central, en présence d'une cinquantaine d'invités et d'autres membres de l'association. La 160^e assemblée des délégués s'est déroulée dans le hangar 5 de l'aérodrome militaire de Locarno, dans un cadre digne de ce nom.

Pour la première fois, ce n'est pas une section qui a pris en charge l'organisation de l'AD, mais le comité central lui-même. Le programme-cadre organisé par le commandement des forces spéciales a probablement contribué à ce que de nombreux membres fassent le voyage à travers le Gothard et viennent parfois de loin. Et cela en valait la peine.

CFS et Swiss Parawings

Après les affaires statutaires, le colonel EMG Nicola Guerini, commandant du Commandement des forces spéciales (CFS), a pris la parole. Il a parlé de l'histoire et de la naissance des forces spéciales et a présenté leur action actuelle à l'aide d'exemples concrets.

Pour finir, il a invité les personnes présentes à l'extérieur, où les membres de l'équipe Display Swiss Parawings ont fait une démonstration de leur savoir-faire. Du saut à grande vitesse au vol en formation, en passant par le plus grand drapeau suisse du répertoire de l'armée. Le drapeau de 17x17 mètres pesant 40 kilos a flotté doucement et presque silencieusement avec son porteur au son de l'hymne national suisse.

Thèmes approuvés sans discussion

Les affaires statutaires ont été traitées efficacement après l'allocation du divisionnaire Lucas Caduff, commandant de la division territoriale 3. Dans le domaine des finances, il convient de mentionner que la cotisation annuelle par membre, qui n'a pas d'incidence sur les comptes, a fait ses preuves et peut être maintenue à 4 CHF pour l'année à venir, ainsi que les mesures d'économie en cours.

D'ici fin 2024, il est prévu d'économiser 10 000 à 20 000 francs supplémentaires dans le domaine du comité et du secrétariat. «Cela nous donne plus de possibilités financières dans le domaine de la formation et des événements», a expliqué le chef des finances, le major EMG Lukas Bregy.

Dans le domaine de la communication, le nouveau site web remanié a été présenté. Celui-ci sera gérée en trois langues au plus tard à partir de l'été 2023 et offrira de nouvelles fonctionnalités utiles aux membres, notamment dans le domaine de l'agenda.

Après avoir décidé de quitter l'ancienne LKMD (Conférence nationale des associations militaires faitières) lors de leur assemblée de 2017 à Mendrisio, les délégués ont décidé à l'unanimité, toujours au Tessin, d'adhérer à l'organisation qui lui a succédé, l'association des sociétés militaires (ASM). Son président, le colonel EMG Stefan



La nouvelle vice-présidente: Ajudant major Leyla Manzoni. A droite, l'adjudant-chef Richard Blanc, aide de commandement désigné du CdA, s'adresse aux sous-officiers. Photos: ASSO

fidexaudit

VOTRE PARTENAIRE
COMPTABLE DE VOTRE RÉUSSITE

Expertise comptable, Audit, Fiscalité,
Conseil d'entreprise, Ressources humaines,
Conseil juridique,
Conseil en matière de succession



fidexaudit sa
chemin de mornex 2
case postale 598
CH - 1001 lausanne

tél. +41 21 331 02 02
fax +41 21 311 55 85
info@fidexaudit.ch
www.fidexaudit.ch

FIDUCIAIRE | SUISSE



EXPERT
SUISSE

Membre associé de
EAI
INTERNATIONAL

1400 YVERDON-LES-BAINS
Tél. 024 425 35 13
Fax 024 426 40 50



Ouvert toute l'année

Restaurant
de la
PLAGE



Le divisionnaire Lucas Caduff, commandant de la div ter 3, a honoré les sous-officiers de sa présence. Photo: ASSO

Holenstein, a remercié les délégués de leur confiance et s'est réjoui de pouvoir compter le SUOV parmi les membres de l'ASM. En contrepartie, l'ASSO peut compter sur le fait qu'à l'avenir, les

Nam
NOTRE ARMÉE DE MILICE
 Des lecteurs en Suisse romande, au Tessin,
 en Suisse alémanique
 et dans toutes les écoles militaires du pays!
www.revue-nam.ch

besoins des sous-officiers seront également pondérés de manière appropriée au niveau politique.

Peter Lombriser nouveau membre d'honneur

Le président central de longue date, le sergent Peter Lombriser, a été nommé membre d'honneur cette année, après avoir reçu l'année dernière la médaille des sous-officiers des mains de l'adjudant-chef Jean-François Joye, aide de commandement du chef de l'armée, pour le travail qu'il a accompli en faveur des sous-officiers.

Le successeur de l'adjudant-chef Joye, l'adjudant-chef Richard Blanc, qui prendra ses fonctions aux côtés du chef de l'Armée le 01.07.2023, était également présent, s'est présenté aux sections et a présenté le modèle des sous-officiers dans le cadre de la Vision Armée 2030.

Un apéritif dînatoire a permis aux personnes présentes de terminer la journée en beauté et d'entretenir les échanges de camaraderie. La prochaine assemblée des délégués aura lieu le 08.06.2024.

ASM - Association des sociétés militaires suisses

Les sous-officiers – l'épine dorsale de l'Armée suisse !

Les sous-officiers forment l'épine dorsale de l'Armée suisse. Sans eux, rien ne serait possible. Leur grande importance se manifeste également dans les multiples activités hors du service des plus de 80 sections organisées au niveau régional et cantonal dans toute la Suisse, dont les intérêts sont représentés par l'Association Suisse des Sous-Officiers (ASSO). Il est important que les sous-officiers soient à nouveau davantage entendus au niveau national et politique.

Les membres de l'Association Suisse des Sous-Officiers (ASSO) proviennent de toutes les armes et représentent ainsi l'armée de milice suisse dans toute sa diversité. Pendant leur temps libre, les sous-officiers s'engagent notamment pour que les cadres de milice puissent s'entraîner hors du service dans les domaines du tir, du sport militaire, du service sanitaire, du maniement de l'arme, des transmissions, du service sanitaire ou de la conduite pratique. Les associations et sections de sous-officiers jouent également un rôle important en termes de réseau et de camaraderie. C'est dans leurs rangs que se rencontrent aussi les vétérans. La puissante association de vétérans de l'ASSO jouit d'un grand prestige! Mais aussi les juniors, les femmes, les militaires actifs et les anciens militaires de tous les grades – des soldats, des sous-officiers et des officiers – marquent tous l'ASSO de leur empreinte.

Importante Assemblée des délégués du 6 mai 2023

C'est un fait que les sous-officiers, et avec eux l'ASSO, jouent actuellement un rôle plutôt

secondaire au niveau national et politique. Et cela, bien entendu, à tort. Lors de l'Assemblée des délégués de l'ASSO du 6 mai 2023 à Locarno TI, les délégués voteront sur une proposition de l'association cantonale des sous-officiers de Zurich & Schaffhouse (KUOV ZH & SH), selon laquelle l'ASSO devrait adhérer à l'Association des sociétés militaires suisses (ASM). Ainsi, l'ASSO retrouverait enfin la voix qui lui revient dans le paysage de la milice, avec l'estime et le respect qui lui sont dus au niveau national et politique.

L'ASM soutient l'ASSO déjà aujourd'hui

L'ASM soutient déjà aujourd'hui les activités des sous-officiers. Les sergents-majors et les fourriers, par exemple, sont des associations membres actives de l'ASM. L'ASM se considère comme une voix importante et supérieure de la milice. En tant qu'organisation faitière fédérale, elle est présente dans les quatre régions du pays.

Issue de la Conférence nationale des associations faitières militaires (CNAM) qui s'est

tenu le 19 novembre 2022 à Berne, l'ASM a pour objectif principal de soutenir de manière proactive les sociétés et les associations militaires dans leurs activités hors du service, indépendamment du grade et de l'arme. L'ASM se considère comme une organisation de base pour les soldats, les sous-officiers et les officiers.

L'ASM prend en outre clairement et sans équivoque position sur toutes les questions de politique de sécurité et de l'armée. Elle compte aujourd'hui parmi les quatre organisations faitières les plus importantes de Suisse en matière de politique de sécurité et militaire, aux côtés de l'Alliance Sécurité Suisse, de la Société suisse des officiers (SSO) et de la Fédération sportive suisse de tir (FST).

Un potentiel de synergie élevé

L'armée de milice est fortement sollicitée, et pas seulement depuis le début de la guerre en Ukraine il y a quinze mois maintenant. Mots-clés: compétences insuffisantes de notre armée en matière de défense, budget de l'armée insuffisant, gros soucis d'alimentation dans l'armée et la protection civile. Il est donc d'autant plus important que les organisations de milice fassent front commun et défendent ensemble leurs intérêts. Il existe un fort potentiel de synergie entre l'ASM et l'ASSO. C'est pourquoi l'ASM serait très heureuse que les délégués de l'ASSO approuvent l'adhésion à l'ASM le 6 mai 2023 à Locarno.

Je suis personnellement convaincu qu'une telle démarche et l'adhésion de l'ASSO à l'ASM iraient également dans le sens de l'adj sof Germain Beucler, malheureusement décédé entre-temps, et auquel nous avons rendu bel hommage dans le dernier numéro du **Nam**!

Col EMG Stefan Holenstein
 Président ASM

Mazda2 Hybrid

Pas très Mazda, mais très intéressante



Il manquait à Mazda une autorechargeable et la marque nipponne a choisi de prendre des raccourcis en clonant la Toyota Yaris. Pourquoi pas?

Durant notre essai, nous avons eu plusieurs fois la même remarque: «Mais c'est une Toyota Yaris?!» Non, c'est bien une Mazda, enfin presque, c'est la Mazda2, mais attention, c'est l'Hybrid. Oui, parce que, aussi étrange que cela puisse paraître, Mazda avait déjà – et a toujours – sa version 2 Skyactiv avec son moteur 4 cylindres de 1.5 litres à essence. Une version qui a d'ailleurs été reliftée il y a moins d'un an. Elle a même des modèles avec une micro-hybridation: la Mazda M Hybrid, système Mild Hybrid (M-HEV) avec récupération de l'énergie au freinage i-Loop, soit pas grand-chose, même si c'est mieux que rien. Sauf que là, le prix plancher est à CHF 22 150.-. La citadine maison, poursuit donc sa carrière et conserve une philosophie très personnelle avec toutes les caractéristiques de la marque.

L'arrivée de ce clone de la Yaris hybride est surprenante, mais si c'est la seule solution pour proposer un autorechargeable, alors pourquoi pas. Pour cette dernière, le prix le plus bas est à CHF 24 590.-. Celle-ci peut parcourir bien des kilomètres avec sa batterie, pour autant que la conduite soit douce et ne dépasse pas les 65 km/h. Puis, elle se recharge assez rapidement tout en roulant.

L'Hybrid est dotée d'un moteur de 3 cylindres de 1,5 l qui développe un total cumulé de 116 ch pour une consommation moyenne annoncée à 3,8l/100 km (4,6l/100 km lors de nos essais). Sa vitesse maximale est de 175 km/h. Pour la boîte à vitesse, la transmission à variation continue (e-CVT) offre un nombre infini de rapports et les changements de vitesse sont fluides et totalement imperceptibles.

Cette Mazda2 Hybrid est dotée, comme c'est souvent le cas pour la marque, mais également chez Toyota, d'un équipement très complet qui lui procure un confort de conduite très appréciable est sécuritaire, mais aussi, de par sa taille, une grande habilité et maniabilité. *fdf*

Site de la marque: www.mazda.ch



Škoda Karoq 2.0 TDI 4x4 Style

Un prodigieux succès

Revalorisé il y a plus d'un an, le Karoq a gagné 9% en aérodynamisme, mais il reste toujours un des rares SUV à ne pas proposer de motorisation hybride.



Arrivé sur le marché en 2017, le Škoda Karoq a d'emblée cartonné. Avec un prix plancher de CHF 32 310.- (Ambition), le SUV compact séduit par son design, mais aussi par l'incroyable volume intérieur et la qualité des finitions. Évidemment, à ce prix, les options sont inévitables et la motorisation 1.0 TSI de 110 ch, la traction avant et la boîte à vitesse manuelle sont un peu légères pour un SUV de 1 355 kg. A ce modèle, il faut préférer le 1,5 TSI de 150 ch, en traction avant pour CHF 41 390.- avec la finition Style ou le 2.0 TDI 4x4 (Style) pour CHF 47 070.-. C'est ce dernier que nous avons pu essayer. Un bon compromis entre la version Ambition et SportLine qui est affichée à CHF 49 200.-. Le 2.0 TDI de 150 ch a l'avantage d'être très

économique. Ce moteur diesel de 4 cylindres délivre un couple généreux (360 Nm) qui se fait davantage ressentir avec le levier de la boîte automatique (DSG) en position Sport ou en jouant avec les palettes sur le nouveau volant à deux branches.

La consommation de ce SUV est annoncée à 5,6l/100 km, une moyenne que nous n'avons pas pu tenir, mais nous n'étions pas très loin avec nos 6,4l/100 km. Un bon résultat pour cette version de 1830 604 kg (pour notre version 7 places ou 1604 kg dans sa version 5 places). Et à propos de poids, il peut tractier 2 100 kg, une belle bête de somme.

A bord du Karoq restylé, le confort est d'un cran supérieur. De nouveaux matériaux durables et des technologies modernes donnent une plus-value à ce SUV. Notons une des options très intéressantes, le Varioflex pour CHF 720.-: les trois sièges arrière qui se coulisent et s'inclinent individuellement ou peuvent s'enlever variant ainsi le volume du coffre de 521 à 1810 litres.

Sa tenue de route, sa modularité et son excellent rapport/qualité/prix sont des atouts qui ravissent aussi bien les familles nombreuses que les grands voyageurs. *fdf*

Site de la marque: www.skoda.ch

Opel Astra

Audacieuse à plus d'un titre

Cette 6^e génération d'Astra, est une des versions les plus séduisantes et audacieuse depuis sa conception, en 1991. Faut-elle la préférer à sa cousine la Peugeot 308?



Sous le long capot, le moteur de 130 ch qui permet une vitesse maximale de 210 km/h et un 0 à 100 km/h en 9,7 secondes. Pour y arriver, le 3 cylindres se fait entendre, au détriment du confort des passagers et les suspensions plutôt raides avec des roues de 18 pouces au profil bas ressentent toutes les imperfections de la route. Il convient donc de privilégier une

conduite, dira-t-on, normale pour apprécier cette Astra, surtout sur les longs trajets. Et la moyenne de consommation n'en sera que plus efficiente puisque durant notre essai, nous avons enregistré une moyenne de 6,6l/100 km (5,5l usine). Pour l'Astra, Opel a amélioré sa technologie embarquée. Régulateur de vitesse adaptatif avec changement de voie, les feux LED, etc, sont autant d'équipement qui sont des agréments de sécurité et de confort très appréciés.

Relevons que l'Astra est également proposée dans une version hybride rechargeable avec un moteur 4 cylindres turbo de 1,6 l d'une puissance totale de 180 ch pour CHF 42 530.- (Swiss) et CHF 7 030.- de plus pour la Swiss Premium. *fdf*

Site de la marque: www.opel.ch

I sottufficiali

La spina dorsale dell'Esercito svizzero!

I sottufficiali costituiscono la spina dorsale dell'Esercito svizzero. Senza di loro non potrebbe funzionare. La loro grande importanza si riflette anche nelle diverse attività fuori servizio delle oltre 80 sezioni organizzate a livello regionale e cantonale in tutta la Svizzera, i cui interessi sono rappresentati dall'Associazione Svizzera dei Sottufficiali (ASSU). È importante che i sottufficiali siano sempre più ascoltati anche a livello nazionale e politico.

I membri dell'Associazione Svizzera dei Sottufficiali (ASSU) provengono da tutti i settori dell'esercito e rappresentano quindi l'esercito di milizia svizzero in tutta la sua diversità. Nel loro tempo libero, i sottufficiali si impegnano affinché i quadri di milizia possano formarsi fuori dal servizio nei settori del tiro, degli sport militari, della paramedica, del maneggio delle armi, della trasmissione, della paramedica o della leadership pratica. Le associazioni di sottufficiali svolgono anche un ruolo importante in termini di networking e cameratismo. I veterani si incontrano nei loro ranghi - la forte associazione di veterani ASSU gode di un'ottima reputazione - i giovani, le donne ed i uomini, membri attivi ed ex membri dell'esercito, dai soldati ai sottufficiali agli ufficiali.

Importante Assemblea dei delegati (ASSU) del 6 maggio 2023

È un dato di fatto che i sottufficiali e con loro l'ASSU svolgono attualmente un ruolo piuttosto subordinato a livello nazionale e politico. Questo, ovviamente, è del tutto ingiustificato. In occasione dell'Assemblea dei delegati dell'ASSU del 6 maggio 2023 a Locarno-Magadino, è stata votata una mozione dell'Associazione cantonale sottufficiali di Zurigo e Sciaffusa (KUOV ZH & SH), secondo la quale l'ASSU dovrebbe aderire alla Associazione delle società svizzere (ASM). In questo modo l' tornerrebbe ad avere la voce che le spetta nel panorama della milizia, con il relativo apprezzamento e il necessario rispetto a livello nazionale e politico.

L'ASM sostiene l'ASSU

L'ASM sostiene già le attività dei sottufficiali. Ad esempio, i sergenti e i fourriers sono membri attivi dell'ASM. L'ASM si considera una voce importante e sovraordinata della milizia. Come organizzazione ombrello federalista, è presente in tutte e quattro le parti del Paese.

L'ASM, nata dalla Conferenza nazionale delle organizzazioni militari mantello (CNOM) tenutasi a Berna il 19 novembre 2022, ha come obiettivo principale quello di sostenere in modo proattivo le compagnie e le associazioni militari nelle loro attività fuori servizio, indipendentemente dal grado e dal tipo di truppa. L'ASM si considera un'organizzazione di base per soldati, sottufficiali e ufficiali.

L'ASM prende inoltre una posizione chiara e inequivocabile su tutte le questioni di sicurezza e di politica militare. Oggi è una delle quattro più importanti organizzazioni di sicurezza e militari in Svizzera, insieme all'Alleanza Svizzera per la Sicurezza, alla Società Svizzera degli Ufficiali (SSU) e alla Federazione sportiva svizzera degli di tiro

(Swissshooting).

Elevato potenziale di sinergia

L'esercito di milizia è stato messo a dura prova non solo dallo scoppio della guerra in Ucraina, più di 15 mesi fa. Parole d'ordine: insufficiente competenza in materia di difesa, insufficiente bilancio dell'esercito, grandi preoccupazioni alimentari nell'esercito e nella protezione civile. È quindi ancora più importante che le organizzazioni di milizia si uniscano e rappresentino congiuntamente le loro preoccupazioni. Esiste un elevato potenziale di sinergia tra l'ASM e l'ASSU. L'ASM sarebbe quindi molto lieto se i delegati accettassero di unirsi all'ASM il 6 maggio 2023 a Locarno-Magadino.

Sono convinto che un tale passo e l'adesione dell'ASSU all'ASM sarebbe anche nello spirito dell'Aiutante Sottufficiale Germain Beucler, purtroppo nel frattempo scomparso e molto onorato e apprezzato nell'ultimo numero del **Nam!**

Colonello SMG Stefan Holenstein,
presidente ASM



Da sinistra in uniforme d'uscita Il Presidente onorario ASSU TI Aiat suff Pier Giorgio Donada e il div. Caduff cdt della div ter 9, dopo in Tx il col SMG Nicola Guerini, cdt delle Forze speciali e l'Aiat suff Athos Pedrioli, Presidente ASSU TICINO davanti l'Aiat suff Leily Manzoni, nuova Vice-presidente SSU CH e Presidente ASSU Bellinzona. Con la camicia bianca il Col SMG Luca Filippini, in rappresentanza dal Consigliere di Stato e Direttore del Dipartimento delle Istituzioni Norman Gobbi.

L'Associazione Svizzera dei Sottufficiali L'ASSU entra a far parte dell'ASM

L'Associazione Svizzera dei Sottufficiali (ASSU) è l'ultima grande organizzazione di milizia ad aderire all'Associazione delle società militari svizzere (ASM). La decisione è stata presa durante l'assemblea dei delegati dell'ASSU il 6 maggio a Locarno-Magadino (TI). Con questa decisione, i sottufficiali svizzeri hanno ora la voce della milizia che meritano a livello nazionale e politico.

Con oltre 80 sezioni organizzate a livello regionale e cantonale, l'ASSU, fondata nel 1864, è un'associazione importante in tutta la Svizzera ed è molto attiva nelle attività fuori servizio. L'ASSU è rappresentativa della diversità del nostro esercito di milizia: i sottufficiali sono la sua spina dorsale e i loro interessi sono fortemente rappresentati a livello nazionale attraverso l'associazione mantello ASM.

L'ASM rappresenta le associazioni militari di tutte le regioni del Paese, di tutti i rami delle forze armate, di tutte le età e di tutti i gradi,

dal soldato al sottufficiale ed all'ufficiale. È in questo contesto che dobbiamo annunciare le due recenti adesioni della Società degli Ufficiali (SU) Cyber - una SU specializzata fondata nel 2022 con l'obiettivo di sostenere la dottrina Cyber dell'esercito come motore di innovazione basato sulla milizia - e della collaudata Società Cantonale degli Ufficiali (SCU) di Lucerna.

L'ASM sta così portando avanti con successo l'espansione strategica della sua struttura associativa prevista per il 2023.



AP CONSULTING André Prahin SA

votre conseiller immobilier

- ACHAT
- VENTE
- ETUDE DE PROJET, DE CONSTRUCTION & DE FINANCEMENT
- ENTREPRISE GENERALE

Place Saint-François 2 - CP 5015 - 1002 Lausanne

Tél.: 021 331 29 29 - Fax: 021 331 29 20 - E-mail: info@apconsulting.ch

Nam - NOTRE ARMÉE DE MILICE

Des lecteurs en Suisse romande, au Tessin et des milliers d'exemplaires en Suisse alémanique
ET DANS TOUTES LES ÉCOLES MILITAIRES

Info, abonnements et changements d'adresse:

Nam, case postale, 1401 Yverdon-les-Bains

Tél.: 024 426 09 39 ou info@revue-nam.ch



Nam
sur
INTERNET

www.revue-nam.ch

Votre annonce...

...une bonne adresse: les page de publicité de Nam

Renseignements, délais de remise des annonces en page 5

**Bulletin d'abonnement dans ce numéro ou
à commander par courriel: info@revue-nam.ch**

CAVES DU CHÂTEAU D'AUVERNIER DEPUIS 1603

UNE HISTOIRE DE PLUS DE 400 ANS...

CAVES DU CHÂTEAU D'AUVERNIER - 2012 AUVERNIER - SUISSE
WINE@CHATEAU-AUVERNIER.CH

members fondation
mémoire